



UNIVERSITÉ DE LIÈGE  
FACULTÉ DE DROIT  
DÉPARTEMENT DE SCIENCES POLITIQUES

**QUELLE CLASSE SOCIALE POUR CONSTRUIRE UN  
ÉTAT-NATION INDÉPENDANT EN  
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO?**  
ANALYSE À PARTIR DE BUTEMBO, NORD-KIVU

**MÉMOIRE DE MASTER EN SCIENCES POLITIQUES**

DR. PIERRE VERJANS, *PROMOTEUR*  
DR. BOB KABAMBA, *LECTEUR*  
DR. MARC PONCELET, *LECTEUR*

STÉPHANE RAMQUET  
DEUXIÈME ANNÉE DU MASTER EN SCIENCES POLITIQUES  
ORIENTATION RELATIONS INTERNATIONALES À FINALITÉ SPÉCIALISÉE  
ANNÉE ACADÉMIQUE 2008-2009

Mes remerciements vont à tous ceux qui m'ont aidé dans ce travail et tous ceux qui l'ont rendu possible.

Particulièrement, mon promoteur Pierre Verjans toujours à l'écoute et prêt à prodiguer ses précieux conseils.

Merci aussi, à ceux qui ont rendu possible mon voyage en République Démocratique du Congo.

Enfin, merci à tous ceux qui j'ai croisé à Butembo, toujours été prêts à m'aider, me guider et répondre à mes questions.

## Préambule

Nous nous devons, avant de commencer l'étude proprement dite, de justifier ici le choix, la motivation et les inspirations de celle-ci.

Tout d'abord, le choix de ce sujet comme travail de mémoire résulte d'un intérêt profond pour les causes fondamentales ainsi que les procès qui ont transformé les sociétés agraires et majoritairement pauvres en sociétés modernes, majoritairement industrielles et globalement riches.

Cet intérêt est né principalement à la lecture des ouvrages de Karl Marx (principalement la partie du « Capital » traitant de cette transformation en Angleterre), ainsi que de Barrington Moore sur « Les origines sociales de la dictature et de la démocratie » où il traite de ces passages en Angleterre, aux Etats-Unis, en France, au Japon, en Chine et en Inde (bien que nous émettions des doutes, avec Moore lui-même, sur l'effectivité de ce passage en Inde).

Ensuite parce que même si les explications de Moore peuvent être très convaincantes pour des pays « avancés », elles ne nous ont que très moyennement convaincu pour le cas des pays arriérés comme par exemple la Chine que Moore considère isolément, étudiant son développement de manière presque autarcique, éludant la question de l'impérialisme et du système-monde si bien étudiée par Samir Amin dans ses ouvrages *Le développement inégal* et *L'accumulation à l'échelle mondiale*. En effet nous pensions, à l'instar de Samir Amin, que le développement d'un pays ne peut être étudié sans prendre en compte son rôle dans le système capitaliste mondial.

Le choix de la République Démocratique du Congo (RDC) pour ce travail s'explique dans ce cadre: non seulement si le chercheur, l'étudiant se doit d'avoir une tâche d'éclaircissement pour des buts scientifiques, nous pensons qu'il se doit aussi d'avoir des motivations d'ordre humain. Marx ne disait-il pas que « *Les philosophes n'ont fait qu'interpréter diversement le monde, ce qui importe, c'est de le transformer.* »?<sup>1</sup>

Et en l'occurrence, la RDC est sans nul doute un endroit où il est plus que jamais nécessaire que les choses changent.

Ces raisons, auxquelles s'ajoutent les liens historiques entre Belgique et le Congo, la facilité de l'usage de la langue française (langue officielle de la RDC), l'envie qu'ont fait naître certains professeurs lors de leurs cours en sciences politiques, ainsi que les liens entre l'Université de Liège et l'Université Catholique du Graben, ont fait de la ville de Butembo au Nord-Kivu le terrain idéal pour ce travail.

---

<sup>1</sup> MARX Karl, *Thèses sur Feuerbach*, <<http://www.philosophie.org/marxfeuer.html>> (consulté le 10/08/09)

Si nous avons décidé d'aborder la question sous l'angle des classes sociales, c'est parce que nous pensions, à l'instar des auteurs cités plus haut, que celles-ci sont le moteur essentiel de tout mouvement social fondamental. Nous définirons ce que nous entendons par classes sociales et leurs mouvements plus bas.

Si nous avons ensuite choisi la dénomination de « construire l'Etat-Nation indépendant », c'est parce que nous avons estimé (cette estimation personnelle préalable n'a été que confirmée plus tard, mais elle reste bien entendu personnelle) que la tâche fondamentale et immédiate pour que le Congo puisse mettre un pied dans la modernité était la création d'un Etat-Nation indépendant, c'est-à-dire d'une autorité politique gouvernant effectivement (monopole de la violence), d'une souveraineté effective ainsi que d'un marché économique unique et unifié.<sup>2</sup>

Nous n'avons ici bien évidemment ni l'ambition ni la prétention d'avoir dressé un éventail assez large de la situation congolaise; de penser que la ville de Butembo soit représentative de l'ensemble du pays (ce qui n'est pas le cas du tout mais n'en fait pas moins un cas fascinant); et encore moins d'avoir pu appréhender l'ensemble de la situation effective en un mois sur le terrain et ce, en tant qu'étranger, que *muzungu*<sup>3</sup>, dans un pays qu'il découvre. Nous espérons néanmoins que ce travail pourra s'avérer utile pour la compréhension de la situation et des possibilités de développement de la RDC.

Nous espérons enfin et surtout que ceux qui liront ce travail prendront autant de plaisir que nous en avons eu à le réaliser.

## **0. Prémisses**

### ***0.1. Méthodologie***

Pour ce travail, nous avons décidé d'utiliser une approche théorique fondée empiriquement ainsi qu'une approche empirique nourrie théoriquement.

En effet, l'approche théorique est nécessaire à la compréhension d'un milieu donné sans quoi la description de ce milieu deviendrait pure description journalistique.

De plus, la théorie permet d'interpréter des faits qui pourraient être surestimés, sous-estimés ou mal interprétés lors d'une observation

Et à l'inverse, une approche empirique est nécessaire à la mise en forme de la théorie. Ainsi, sans

<sup>2</sup> AMIN Samir, *Le développement inégal*, Paris, Les éditions de minuit, 1973, p.21

<sup>3</sup> « Homme blanc » en kiswahili

analyse de terrain, une théorie peut rapidement devenir sclérosée et devenir un dogme sans fondement réel. De plus, plaquer une théorie « toute faite » sur un terrain précis risquerait de déformer la réalité de ce terrain.

Au niveau théorique, nous avons choisi d'aborder la question sur le terrain des classes sociales. Ce choix se justifie par le fait que nous tenterons ici d'étudier la structure d'une société pour dégager ses développements futurs possibles et que « *L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de luttes de classes.* »<sup>4</sup>

Pour définir les classes et ce qui les meut (ce qui nous verrons un peu plus bas), nous aurons donc besoin d'analyser la situation concrète de l'économique et du social.

Ainsi, nous pensons que c'est la réalité concrète et matérielle d'une société qui détermine les développements futurs de celle-ci.

Mais comme nous l'avons dit, afin d'appréhender une réalité concrète d'une société donnée, il était nécessaire d'effectuer une recherche de terrain.

Celle-ci a été composée d'observation, d'entretiens et de visites. Les visites et l'observation a surtout été utile pour comprendre la réalité économique de la société bubolaise, sa formation sociale. Il nous était néanmoins impossible de tout observer, tout visiter et nous avons donc également recouru à l'entretien pour appréhender la réalité sociale.

Mais puisque, même si « *ils ne la font pas arbitrairement, dans les conditions choisies par eux, mais dans des conditions directement données et héritées du passé.* » ce sont néanmoins « *les hommes font leur propre histoire* »<sup>5</sup>, il était nécessaire d'ensuite procéder à des entretiens afin de comprendre l'interprétation que les gens font de cette réalité sociale. Nous avons donc réalisé une série d'entretiens avec les acteurs de la vie sociale: partis politiques, syndicats ouvriers, paysans et patronaux, responsables d'entreprises, etc.

Cette approche empirique n'aurait rien été sans la théorie qui a permis d'interpréter les discours et de dégager la réalité d'un discours souvent tronqué.

---

<sup>4</sup> MARX Karl et ENGELS Friedrich, *Le manifeste du Parti communiste*, <<http://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmfe18470000a.htm>> (consulté le 10/08/09)

<sup>5</sup> MARX Karl, *Le dix huit brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, Editions sociales, 1984, p.69

## 0.2. Prémises théoriques

Avant d'aborder la situation concrète congolaise, nous avons pensé qu'il était essentiel de commencer par définir exactement la question, la manière dont nous définissons les termes qui la composent et ce que nous considérons comme acquis, bref de préciser les prémisses théoriques qui seront les clés essentielles de l'analyse de la situation concrète.

### 0.2.1. Qu'est ce qu'une classe sociale?

Pour pouvoir analyser le rôle des classes sociales dans le développement, ce qui les meut, etc. il est important de d'abord définir ce qu'est une classe sociale.

Si l'on suit Marx qui popularisa le concept de lutte de classes, la classe sociale se définit par la situation qu'occupent ses membres par rapport au procès de production. Ainsi dans le MPC<sup>6</sup> étudié par Marx dans *Le Capital* s'opposent propriétaires des moyens de production et non propriétaires, soit capitalistes et vendeurs de force de travail<sup>7</sup>.

Dans *Le Manifeste du parti communiste*, Marx et Engels expliquent que l'histoire est luttes de classes et de citer « *Homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf, etc.* »<sup>8</sup>

Cependant, ces rapports de propriété ne peuvent suffire à définir une classe sociale. Ainsi par exemple, si en Chine ancienne, la communauté restait théoriquement propriétaire de la terre, il n'en est pas pour autant faux d'estimer que la paysannerie formellement propriétaire formait la classe dominée de cette société<sup>9</sup>.

De plus, si effectivement on peut parler d'une opposition entre capital et travail salarié dans le MPC, quand il s'agit d'analyser le MPC « pur », Marx parlera d'ailleurs toujours de capitalistes et de « possesseurs de la force de travail »<sup>10</sup> ou encore de « vendeurs » ou encore « travailleurs »<sup>11</sup> mais nulle part de « classe ouvrière » pour désigner les exploités de ce mode de production.

En effet, la classe sociale résulte d'un tout social non réductible au mode de production « pur ». La classe résulte de l'ensemble des « niveaux » d'une société: économique, politique, idéologique<sup>12</sup>.

<sup>6</sup> Mode de production capitaliste

<sup>7</sup> MARX Karl, *Le capital*, livre 1, sections I à IV, Paris, Flammarion, Champs, 1985, 442p.

<sup>8</sup> MARX Karl et ENGELS Friedrich, *Le manifeste du Parti communiste*,  
<<http://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmfe18470000a.htm>> (consulté le 10/08/09)

<sup>9</sup> THELE Andreas et FLORENCE Eric, *Pouvoir et société dans la Chine moderne et contemporaine*, notes de cours, Université de Liège, année académique 2007-2008.

<sup>10</sup> MARX Karl, *Le capital*, livre 1, sections I à IV, Paris, Flammarion, Champs, 1985, p.137

<sup>11</sup> *Ibid.*, p.159

<sup>12</sup> POULANTZAS Nicos, *Pouvoir politique et classes sociales*, tome I, Paris, François Maspero, 1972, p.68-69

même si « *le rôle déterminant dans la constitution des classes sociales, de leur relation aux rapports de production à la structure économique indique en fait très exactement la constante détermination-en-dernière-instance de l'économique dans les structures réfléchie sur les rapports sociaux* »<sup>13</sup>.

De plus, si une classe sociale n'est pas réductible au mode de production pur, mais résulte également de facteurs politiques et idéologiques, un mode de production n'existe non plus jamais à l'état pur. Ainsi une formation sociale est toujours à plus ou moins grande échelle résultat de l'entremêlement de plusieurs modes de production<sup>14</sup>. Dans cette formation sociale, un mode de production est invariablement dominant; non pas celui qui occupe le plus d'individus mais celui qui génère le surplus nécessaire à l'existence de la classe dominante<sup>15</sup>.

Dans le même temps, les classes antagonistes-unies de ce mode de production ont tendance à organiser les classes des autres modes de production en présence en appendices d'elles-mêmes.<sup>16</sup>

Cette organisation, cette polarisation se forme dans le cadre d'une opposition, la lutte de classes, qui, en fonction des éléments cités *supra*, est en définitive seule déterminante de la fracture de classe et donc de la définition de la classe et, au final, de l'appartenance de classe.

### **0.2.2. Ce qui meut les classes**

Afin de pouvoir parler de mouvements des classes sociales en présence, une fois celles-ci identifiées, il sera nécessaire de repérer la force qui meut ces classes dans la société.

Quand Marx parle du fait que « *l'histoire est l'histoire de luttes de classes* »<sup>17</sup>, il signifie par là lutte politique, c'est-à-dire lutte pour le pouvoir et au final lutte pour la réalisation des intérêts d'une classe opposés à ceux de celle qui lui est antagoniste<sup>18</sup>. Mais quels sont donc les intérêts qui guident cette classe?

Nous voulons exclure l'interprétation selon laquelle cela serait la vision qu'ont les membres de cette classe comme étant leur intérêt. Ce serait là une vision idéaliste de la question.

<sup>13</sup> *Ibid.*, p.68

<sup>14</sup> Nous disons bien entremêlement et non superposition ou juxtaposition puisque ceux-ci interagissent et puisqu'un individu peut être agent de plusieurs modes de production.

<sup>15</sup> AMIN Samir, *Le développement inégal*, Paris, Les éditions de minuit, 1973, p. 13

<sup>16</sup> POULANTZAS Nicos, *Pouvoir politique et classes sociales*, tome I, Paris, François Maspero, 1972, p.77

<sup>17</sup> MARX Karl et ENGELS Friedrich, *Le manifeste du Parti communiste*, <http://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmfe18470000a.htm> (consulté le 10/08/09)

<sup>18</sup> POULANTZAS Nicos, *Pouvoir politique et classes sociales*, tome I, Paris, François Maspero, 1972, p.77

Ainsi Marx explique que « *la bourgeoisie allemande est en opposition avec le prolétariat avant même que celui-ci ne soit organisé en tant que classe* »<sup>19</sup>. Il y a donc quelque chose d'objectif dans la notion d'intérêt de classe.

Aussi, même s'il est réducteur de limiter les intérêts d'une classe au champ économique, on peut dire que l'intérêt d'une classe est d'augmenter au maximum sa part de la richesse sociale, c'est-à-dire par exemple pour le capitaliste d'augmenter au maximum sa plus-value, pour le vendeur de force de travail d'augmenter au maximum la part de rétribution du travail; pour le rentier foncier, d'augmenter la rente foncière, etc.

Ceci est le premier niveau de la lutte (le niveau économique), et il en va de même pour la lutte politique - où chaque classe essaie d'imposer son pouvoir pour consolider ses acquis économiques et autres privilèges ou en conquérir de nouveaux - ainsi que pour la lutte idéologique visant à légitimer les deux premiers niveaux (économique et politique).

### **0.2.3. Qu'est ce qu'un « Etat-Nation indépendant »?**

Après avoir vu ce qu'on entendait par classe sociale et ce qui les mouvait, il est essentiel, pour finir de définir notre question théoriquement, d'expliquer ce que nous entendons par un « Etat-Nation indépendant » et les raisons de cette dénomination.

Derrière la question ainsi formulée, nous voulions en fait étudier la question du passage d'une société « traditionnelle » majoritairement agraire et pauvre à une société « moderne », en d'autres termes étudier la question des tâches traditionnellement dévolues à la révolution bourgeoise telle qu'elle fût réalisée en France et en Angleterre par exemple.

Cependant la dénomination « révolution bourgeoise » nous semblait induire en erreur. B. Moore a par exemple démontré que les révolutions opérées par la bourgeoisie en France et en Angleterre (bien qu'avec des alliés différents), par la paysannerie en Chine ou par le haut au Japon avaient au final réalisé les mêmes fonctions historiques: celles permettant l'immense accumulation de capital à la source de la richesse globale de ces sociétés.<sup>20</sup>

Quelles sont donc ces conditions qui permettent l'accumulation du capital? C'est tout d'abord un

---

<sup>19</sup> *Ibid.*, p.113

<sup>20</sup> MOORE Barrington, *Les origines sociales de la dictature et de la démocratie*, Paris, François Maspero, 1969, 431p.

État existant réellement: capable de construire routes, systèmes électriques, etc. nécessaires au développement d'une économie moderne. En effet, ces investissements primaires ne furent jamais ou presque jamais l'œuvre des capitalistes privés pour qui ils représentaient un investissement beaucoup trop coûteux et peu rentable. Ce fut le cas des chemins de fer, des centrales nucléaires, etc.

Pour que cet Etat existe réellement et soit capable de jouer son rôle, il est nécessaire qu'il soit indépendant: indépendant sur le plan formel, ce qui est désormais le cas pour quasiment tous les pays du monde, mais surtout souverain dans le sens plein du terme, c'est-à-dire capable de déterminer sa propre politique. Cela peut être remis largement en cause lorsqu'un Etat voit sa politique économique dictée par le FMI et la BM, comme c'est le cas de nombreux pays du Sud tel la RDC<sup>21</sup>.

Selon Samir Amin, « *Elle [la Nation] apparaît si [...] une classe qui contrôle l'appareil central d'Etat assure une unité économique à la vie de la communauté c'est-à-dire si l'organisation par cette classe dominante de la génération du surplus comme celle de sa circulation et de sa distribution solidarisent le sort des provinces* »<sup>22</sup>. Cela n'implique donc pas un autocentrage de l'économie. L'Allemagne, par exemple, est une économie tournée vers l'extérieur et plutôt « libéralisée » mais reste bien un Etat-Nation indépendant puisque la bourgeoisie allemande contrôle l'appareil d'Etat, assure une unité économique à l'Allemagne et vit de son surplus. Cependant, si aujourd'hui un pays comme l'Allemagne peut tourner son économie vers l'extérieur, c'est parce qu'il a réalisé les investissements nécessaires à la construction de cette économie industrielle avancée en passant par une phase autocentrée et protectionniste et que l'Etat n'hésite pas à encore intervenir pour soutenir son capitalisme national lorsque celui-ci se trouve en difficulté.<sup>2324</sup>

En bref, un État-Nation indépendant est un État dont l'appareil est contrôlé par une classe sociale nationale et plus ou moins autonome<sup>25</sup> unifiant un peuple et qui est capable de conduire l'économie de ce pays selon ses propres intérêts.

<sup>21</sup> CADTM, *A qui profitent toutes les richesses du peuple congolais – Pour un audit de la dette congolaise*, Liège, Editions CADTM, 2006, 58p.

<sup>22</sup> AMIN Samir, *Le développement inégal*, Paris, Les éditions de minuit, 1973, p.21

<sup>23</sup> Comme c'est le cas au moment où nous écrivons ces lignes au sujet du cas d'Opel.

<sup>24</sup> Ce constat est également valable pour la Belgique et la plupart des pays capitalistes développés.

<sup>25</sup> « Plus ou moins » car il est largement illusoire de penser à l'heure actuelle qu'une classe sociale a des intérêts autonomes. Même la grande bourgeoisie étasunienne qui est sans doute la plus puissante du monde a aujourd'hui des relations d'interdépendance avec d'autres.

## 1. La formation sociale

Nous allons ici essayer de dégager quelle est la formation sociale du terrain étudié: la ville de Butembo. Cette partie est avant tout le résultat de l'observation et d'entretiens. Nous ferons également, dans un moindre mesure, appel au reste de la RDC et du monde pour comprendre l'histoire et le fonctionnement de certaines parties de l'économie du milieu.

### 1.1. La ville de Butembo dans la RDC

Située dans le « Grand Nord »<sup>26</sup>, la ville de Butembo est une ville de taille moyenne mais en forte croissance. Elle compte aujourd'hui 521.233 habitants contre un peu plus de 10.000 à l'indépendance et 130.000 en 1987.<sup>27</sup> Cette croissance peut s'expliquer en grande partie par la paix qui règne à Butembo comparé aux autres régions du Nord-Kivu, spécialement le sud de la province<sup>2829</sup>.

Sa situation géographique près de la frontière ougandaise et du parc national des Virungas en font une plateforme régionale pour le commerce.

La ville est peuplée majoritairement de *wanande*, parlant leur langue originale le *kinande* mais aussi le swahili et le français.

La ville n'est pas électrifiée et ne comprend aucune route goudronnée. Cependant, nombre de particuliers détiennent individuellement ou de manière collective des générateurs électriques fonctionnant au mazout.

### 1.2. L'agriculture d'auto-subsistance – Les cultivateurs

Si nous avons choisi de commencer par cette partie de la population (un peu plus de 70%<sup>30</sup>), c'est parce que c'est elle qui représente la majorité de la population congolaise, tant au niveau de la RDC que du *Grand Nord*<sup>31</sup> et ce depuis bien longtemps avant l'arrivée des premiers explorateurs blancs.

<sup>26</sup> Nord de la province du Nord-Kivu

<sup>27</sup> <http://www.mairiebutembo.com/butembo.htm>

<sup>28</sup> Cités de Kanyabayonga, Kirumba, etc. où toujours aujourd'hui en 2009 sévissent les FDLR

<sup>29</sup> Le territoire de Rutshuru où a principalement sévi le tutsi rebelle Nkunda en 2008.

<sup>30</sup> 70% de petits paysans selon VERHAEGEN, le développement de l'agriculture paysanne au Zaïre, Zaïre-Afrique, vol. 13 n°76, 1973. p.349; 74,4% selon [http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89conomie\\_de\\_la\\_R%C3%A9publique\\_d%C3%A9mocratique\\_du\\_Congo](http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89conomie_de_la_R%C3%A9publique_d%C3%A9mocratique_du_Congo)

<sup>31</sup> Selon la plupart des personnes interrogées, l'agriculture d'auto-subsistance occuperait entre 70 et 75% des la population de la région.

### 1.2.1. A l'origine

Le Congo pré-colonial est marqué comme la plupart des régions africaines par l'existence d'une société agraire basée sur le village.

Bien que des formes d'organisations supérieures aient existé (comme les empires Luba et Lunda ou le royaume Kongo), celles-ci n'ont pas modifié les structures villageoises et étaient plus l'agglomérat de villages et chefferies que de réelles structures externes à eux).

Le village est fondé sur le lignage qui est à la fois structure de production et structure de consommation. Nous pouvons caractériser cette société comme un mode de production lignager<sup>32</sup>. Ce mode de production qui donne quelques privilèges aux aînés face aux cadets ne peut être strictement caractérisé comme société de classes puisque l'inéluctable instabilité de la position dominante empêche celle-ci de s'étendre.<sup>33</sup>

De plus, les moyens archaïques utilisés pour la production n'obtiennent qu'une faible rentabilité et le surplus produit est bien maigre pour qu'une classe dominante et parasitaire puisse se l'accaparer. Ainsi par exemple, le chef du village élu par ses pairs ou héréditaire dépense sa fortune lors de son investiture<sup>34</sup>.

Le régime de la terre est lui collectif. Ainsi, le village composé de 3 à 8 clans se répartit le territoire, le reste des terres inoccupées étant propriété commune. Tous les habitants ont la possibilité de cultiver le terrain de leur choix.<sup>35</sup>

Un chef nigérien résume la propriété de la terre dans la société traditionnelle africaine comme ceci: « la terre appartient à une grande famille dont certains membres sont morts, d'autres vivent encore et d'autres sont à venir »<sup>36</sup>. Cette justification explique merveilleusement l'impossibilité de l'accaparement privé de la terre et sa non-cessibilité.

Ce mode de production est un mode de production d'une économie de subsistance: les techniques de production sont trop faibles pour créer un réel surplus, une différence de classes ne peut réellement s'opérer pleinement. Cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas d'inégalités; le chef reçoit en effet un tribut

<sup>32</sup> MEILLASSOUX, le matérialisme historique devant les sociétés segmentaires et lignagères, pp. 95-173.

<sup>33</sup> ABEMBA BULAIMU, Le mode de production lignager face à la traite arabe et à la colonisation. Le cas des collectivités locales du Maniema, *Cahiers du CEDAF*, N°6-7, 1979, p.7

<sup>34</sup> LUMPUNGU Kamanda, Régime des terres et crise agricole au Zaïre, *Revue africaine de développement*, vol.1, N°1, 1974, p.49-58

<sup>35</sup> *Ibid.*, p.52

<sup>36</sup> KAYSER Bernard, l'agriculture et la société rurale des régions tropicales, p.43 Paris, 1970.

en nature de la chasse, etc.; mais ces inégalités ne s'articulent pas en classes.

### 1.2.2. Toujours aujourd'hui...

Après que l'Etat « Indépendant » du Congo de Léopold II ait utilisé ces structures pour son profit<sup>37</sup> puis que l'administration coloniale ait tenté de prolétarianiser une partie de cette paysannerie, en partie avec succès, à travers l'impôt par tête<sup>38</sup> le système lignager a survécu jusqu'à nos jours, avec néanmoins des modifications, surtout quant à sa place et son rôle dans la formation sociale.

### 1.2.3. Le droit foncier

A l'heure actuelle, le droit de la terre est régi par le code foncier de 1973, largement inspiré de la loi *Bakajika* de 1966. Il précise que « *le sol est la propriété exclusive, inaliénable et imprescriptible de l'État* »<sup>40</sup>.

*De facto*, existe une distinction entre terres susceptibles d'être l'objet de la propriété privée et les terres coutumières. En effet, bien qu'il n'existe aucun « plan de secteur » définissant quelles sont les terres coutumières et quelles sont les terres non coutumières, quand l'Etat désire vendre une concession à un acheteur privé, celui-ci doit réaliser une enquête pour constater la vacance de ces terres. Ce système, sensé protéger les paysans traditionnels, n'est pas sans poser de problèmes, nous le verrons plus tard.

### 1.2.4. Le système coutumier

Comme nous le disions, à côté des système légaux d'attribution des terres continue d'exister le

<sup>37</sup> L'Etat colonial l'utilise pour certaines tâches comme le récolte d'ivoire, caoutchouc, copal, etc.

L'art.4 du décret du 6/10/1891 stipule en effet qu' « *il sera également dressé par les commissaires de district un tableau des prestations annuelles à fournir par chaque ville en produits (...), en corvées, travailleurs ou soldats* ».

<sup>38</sup> Celui-ci consistait en un impôt en monnaie payable à l'administration coloniale égal pour tous les individus sur le territoire congolais pour l'entretien de l'administration.

Celui-ci avait plusieurs objectifs comme la promotion de la circulation monétaire, le renflouement des caisses de l'Etat et enfin et surtout la prolétarianisation des paysans traditionnels pour pourvoir à la main d'oeuvre nouvellement créée par l'installation d'industries minières notamment.

Ce dernier objectif fût pleinement rempli puisque cet impôt obligea nombre de congolais à quitter leur lopin de terre, qui leur permettait de se nourrir correctement mais qui n'était pas commercialisée et ne rapportait donc pas un franc belge, pour se salarier dans une plantation ou dans l'industrie pour obtenir la monnaie nécessaire au paiement de l'impôt.

<sup>39</sup> MACGAFFEY Janet, « State Deterioration and Capitalist Development : The Case of Zaïre », in BERMAN B.J. et LEYS C. (ed.), *African Capitalists in African Development*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1994, p.192

<sup>40</sup> <http://www.droit-afrique.com/images/textes/RDC/RDC%20-%20Foncier%20suretes.pdf> p.20

système coutumier. Nous allons essayer de l'expliquer rapidement ici.

Le système coutumier *nande* est sans doute un des plus éloignés du système communautaire et des plus proches du système féodal puisque le chef coutumier y a des prérogatives certaines. Ceci peut être expliqué par la plus grande productivité des terres à l'est du Congo<sup>41</sup> permettant de dégager un surplus plus important que le chef s'accapare.

Ainsi, chez les *wanande*, le *mukekulu* (le suzerain) est formellement propriétaire de la terre avec sa famille, il ne travaille pas et vit uniquement de la rente qui lui est due. Sous lui se trouve le *mukama* qui est responsable d'une partie de la terre propriété du *mukekulu*<sup>42</sup>. Il en travaille une partie et distribue le reste à des « vassaux ». Il rétribue son suzerain d'une chèvre par an<sup>43</sup>.

De la même manière, les vassaux ou *basoki* rétribuent leur *mukama* d'une poule par an (par exemple).

Le chef coutumier n'a pas le droit de vendre la terre, ni de déposséder un de ses vassaux pour en faire profiter un autre tant que son vassal s'acquitte de son dû. Inversement le vassal doit désintéresser son suzerain avant de vendre son lopin.

Les différents groupes sociaux cités ne représentent cependant qu'une élite de quelques familles d'un *musoki*<sup>44</sup> par village. Le reste (la majorité) de la population étant des *baghunda* c'est-à-dire des paysans sans aucun droit à la terre contraints de louer, moyennant pourcentage, la terre aux groupes pré-cités et à la merci de leur bon vouloir.

La répartition en ces groupes traditionnels dépend de la date d'arrivée d'une famille au village. Ainsi les plus hauts placés sont censés être descendants du fondateur du village, suivi d'autres, jusqu'aux *baghunda* qui sont des familles arrivées tardivement et ayant payé pour s'installer.<sup>45</sup>

Ainsi donc, le système coutumier *nande* est sans doute un des systèmes des plus inégalitaires de toute l'Afrique subsaharienne, marquant une différenciation d'accès à la terre et de pouvoir décisionnel assez importante entre les différents groupes.

<sup>41</sup> Les collines du Kivu peuvent produire jusqu'à trois récoltes par an.

<sup>42</sup> 10 ha par exemple

<sup>43</sup> Cela peut sembler peu, mais une chèvre vaut entre 40 et 80USD à Butembo, considérant que le salaire moyen est de 15USD par mois, une chèvre représente beaucoup d'argent.

<sup>44</sup> *Musoki* est le singulier de *basoki*, en *kinande* et le préfixe *mu-* indique le singulier et le préfixe *ba-* ou *wa-* indique le pluriel.

<sup>45</sup> PALUKU KITAKYA Anselme, *Interactions entre la gestion foncière et l'économie locale en région de Butembo, Nord Kivu, République démocratique du Congo*, Louvain-La-Neuve, Presses universitaires de Louvain, 2007, p.93

### 1.2.5. La situation actuelle

Aujourd'hui, les paysans traditionnels continuent à représenter l'écrasante majorité de la population. Ils cultivent des haricots, du manioc,<sup>46</sup>... et autres cultures vivrières. La grande majorité de la production est simplement auto-consommée ; si un surplus existe, il est vendu au marché afin de pouvoir acheter quelques autres produits en échange.

Comme nous le disions, seule une minorité détient un droit réel à la terre dans le système coutumier, la majorité reste à la merci des premiers. Ainsi, entre 40% et 50% des paysans vivent dans la précarité alimentaire puisqu'ils louent leur terre et ne peuvent se permettre de louer plus de 0,4ha. Une autre partie considérable vit dans la sécurité alimentaire mais tout juste suffisante, car ils détiennent de 0,5ha à 1ha et sont stabilisés dans leur contrat ; ils peuvent se permettre de vendre un peu du surplus.

Cependant, les prix du marché des produits agricoles toujours en baisse en comparaison avec les produits manufacturés<sup>47</sup>, la pression sur la terre, etc. tue à petit feu l'agriculture d'auto-subsistance. Nous verrons plus loin comment ces différents facteurs poussent cette population vers la ville.

### 1.2.6. Destruction de la communauté coutumière – Prolétarianisation des paysans traditionnels

Comme nous venons de le dire, la pression sur la terre ainsi que la baisse relative des prix des produits agricoles par rapport aux autres produits forment les raisons principales de la paupérisation et de la destruction de la paysannerie traditionnelle au profit de l'exode rural et de l'agriculture capitaliste.

- La pression sur la terre: traditionnellement, la communauté villageoise (ou dans le cas de la société *nande* plus développée, le chef coutumier) est propriétaire de toute la terre: la terre qu'elle cultive, les terres qu'elle ne cultive pas, les forêts, les cours d'eau, etc. bref tout ce qui se trouve dans ce qu'elle estime et ce que les autres reconnaissent comme son territoire<sup>48</sup>.

Ainsi, lorsque la démographie augmente, le chef distribue simplement de nouvelles terres jusqu'alors non cultivées à ceux dépourvus de terres, terres nouvelles qui permettent à tous de

<sup>46</sup> Le SYDIP – Syndicat des défense des intérêts paysans divise en douze catégories les productions paysannes: banane - pomme de terre – café – élevage - fruits et légumes – manioc – palme – papaïne – pêche – quinquina - riz et arachides - maïs, haricots et soja.

<sup>47</sup> Dégradation des termes de l'échange

<sup>48</sup> LUMPUNGU Kamanda, Régime des terres et crise agricole au Zaïre, *Revue africaine de développement*, vol.1, N°1, 1974, p.49-58.

subsister.

Cependant, la loi *Bakajika* a changé les choses. Même si, à première vue, celle-ci est censé protéger les communautés en affirmant que le sol est propriété de l'Etat et qu'une enquête de vacance doit être effectuée avant la cession à un particulier; le droit foncier participe à la destruction de la communauté traditionnelle par ce système.

En effet, alors que, auparavant, la communauté pouvait s'agrandir presque indéfiniment (jusqu'à la rencontre avec une autre communauté) et misait sur cette croissance pour soutenir la croissance démographique (bien que celle-ci était moins importante qu'aujourd'hui – problème de la transition démographique dans les pays du sud), la communauté est actuellement cantonnée dans ses frontières.

Ainsi, le père de famille ayant cinq fils devra partager sa parcelle en cinq parties pour satisfaire ses enfants et un village et ses environs devront nourrir avec les même techniques et la même superficie, en quelques générations, trois ou quatre fois plus d'individus. Rapidement, la parcelle devient trop petite pour nourrir la famille qui l'occupe, celle-ci est contrainte de l'abandonner pour aller vivre en ville ou de louer sa force de travail auprès de quelqu'un d'autre.

- Prix des produits agricoles comparés aux autres produits: un autre facteur essentiel est la vente pure et simple de la terre coutumière. Alors que traditionnellement le chef coutumier ou les *bakama* ne vendent pas la terre mais la mettent dans des contrats de type féodaux, il arrive désormais que ceux-ci vendent cette terre en pleine propriété ou sous d'autres formes.

Ainsi, ces propriétaires, voyant le bas revenu que leur procurent au marché les excédents de leur production vivrière, préfèrent parfois vendre leur terre. Cela est surtout le cas pour les terres proches des centres urbains où la parcelle peut se vendre à un prix attrayant<sup>49</sup>. De plus, ces coutumiers ne connaissent généralement pas la valeur réelle et potentielle de leurs terres et peuvent vendre à des commerçants des terres propres à l'élevage pour une bouchée de pain.

En outre, de nouveaux besoins sont venus se greffer à la simple auto-subsistance par l'alimentation. Désormais, et c'est légitime, les paysans veulent envoyer leurs enfants à l'école, soigner leurs parents à l'hôpital, etc. Mais cela nécessite de l'argent que l'auto-consommation de leur production ne leur apporte pas. Ils sont donc contraints de vendre la terre, seul moyen d'obtenir de l'argent.

---

<sup>49</sup> PALUKU KITAKYA Anselme, *Interactions entre la gestion foncière et l'économie locale en région de Butembo, Nord Kivu, République démocratique du Congo*, Louvain-La-Neuve, Presses universitaires de Louvain, 2007, p.124

- Expropriation pure et simple: L'agrandissement des villes a empiété sur les terres coutumières et bien souvent sans aucune compensation. Ces terres ont pu être données gratuitement à de nouveaux propriétaires urbains.<sup>50</sup>

### **1.3. Le MPC – Les « commerçants »/Le salariat**

Nous avons mis les commerçants entre guillemets parce que le commerce est loin d'être leur seule activité mais que nous avons voulu néanmoins garder le vocabulaire utilisé localement. Si nous avons voulu décrire en terme plus précis la réalité, cela aurait sans doute été le terme de « capitalistes » qui aurait le mieux convenu à leurs activités puisque, qu'ils opèrent dans le commerce, l'industrie, les services, dans la propriété foncière ou l'élevage; leur point commun est le Capital, le mode de production capitaliste. Bien souvent d'ailleurs, ce sont les mêmes « commerçants » qui opèrent dans les différents secteurs de l'activité capitaliste<sup>51</sup>.

#### **1.3.1. L'agriculture capitaliste**

L'agriculture capitaliste représente aujourd'hui une part importante du paysage du *grand Nord*, des territoires de Beni et Lubero: élevage, cultures vivrières, thé, café, palme, etc. Elle est organisée de différentes manières : fermage ou plantation. Voyons sa naissance, son organisation, et sa raison d'être. La taille de ces parcelles peuvent varier également, de la petite parcelle mise en fermage à une famille à la plantation de 500ha et 2000 travailleurs<sup>52</sup>.

##### **1.3.1.1. Les modes d'acquisition**

Nous venons d'expliquer comment la communauté villageoise était peu à peu détruite. Les paysans vendent, l'Etat accapare pour vendre, et la ville exproprie *de facto*. Mais à qui profite ce procès? A l'agriculture capitaliste. Ainsi, les commerçants de la ville ont petit à petit constitué de grandes propriétés terriennes au détriment de la petite agriculture coutumière. Tantôt à coup d'achat, morceau par morceau, suivant les procédures décrites plus haut avec l'accord de toutes les parties,

<sup>50</sup> *Ibid.*, p.123

<sup>51</sup> La Fédération des Entreprises du Congo – FEC divise ses membres suivant leurs secteurs d'activité, ils sont les suivants: élevage, agriculture et pêche; agro-industrie; transport; import/export; commerce général; banques et finance; télécommunications; hôtellerie.

<sup>52</sup> C'est le cas de B.T.C. SPRL, cas éclairant sur lequel nous reviendrons.

tantôt au mépris de ces procédures en achetant directement des terres au chef, mettant « à la rue » bon nombre de paysans devenus sans terre.

Aujourd'hui, quasiment l'ensemble du territoire de Beni-Lubero (le *grand Nord*) est couvert de *latifundias* appartenant à des capitalistes privés.

Ainsi, peu à peu, les commerçants de la ville Butembo ont acheté les terres que les paysans désiraient vendre pour les raisons expliquées plus haut, certains ayant aussi pu bénéficier de concessions octroyées par l'Etat à l'époque mobutiste par le fait de la zaïrianisation<sup>53</sup> ou par la privatisation d'entreprises publiques<sup>54</sup>.

### **1.3.1.2. La raison de cet engagement du Capital**

- Tout d'abord, la terre est un investissement sûr et stable qui ne peut être totalement détruit. Ainsi, selon M. Cyprien MBULULA KAMBALE, secrétaire général du SYDIP à Butembo, les commerçants de la ville ont principalement commencé à investir dans la terre après les pillages de 1991 perpétrés par les forces armées zaïroises<sup>55</sup>. C'est donc clairement en réponse à l'insécurité ambiante et à la précarité des biens mobiliers que les commerçants se sont mis à investir dans la terre. Les deux guerres successives (de l'AFDL de L. Kabila soutenu par les puissances frontalières, puis des armées des puissances frontalières pour faire respecter des « accords ») ainsi que l'insécurité persistante (présence de FDLR, de Mai-Mai, des forces de Nkunda jusque il y a peu, etc.) ont poussé les commerçants à continuer dans cette voie.<sup>56</sup> Ces agissements ont poussé les commerçants à investir dans la terre au sens strict du terme et les ont fait délaisser l'élevage puisque les bêtes étaient les premières victimes des guerres et des miliciens<sup>57,58</sup>.

<sup>53</sup> A partir de 1973-1974, le président Mobutu décide la politique de zaïrianisation qui vise à nationaliser les grandes entreprises comme la Société Minière du Haut-Katanga qui deviendra alors la Gécamines et la ré-appropriation par des zaïrois « acquéreurs » de biens appartenant à des étrangers.

<sup>54</sup> C'est le cas de l'entreprise C.T.B. S.P.R.L. - Complexe théicole de Butuhe (au Nord de Butembo) entreprise d'Etat privatisée en 1993.

<sup>55</sup> Le président de la FEC déclare avoir lui-même perdu l'équivalent de 4.500.000 USD lors de ces pillages

<sup>56</sup> PALUKU KITAKYA Anselme, *Interactions entre la gestion foncière et l'économie locale en région de Butembo, Nord Kivu, République démocratique du Congo*, Louvain-La-Neuve, Presses universitaires de Louvain, 2007, p.179

<sup>57</sup> Les miliciens Mai-Mai ne mangent que de la viande afin de préserver la magie qui les rend invincibles (*sic*).

<sup>58</sup> « *les militaires fuyards pillaient tout sur leur passage. Et pour se procurer à manger, c'est encore une fois le cheptel qui en était victime. Lors de la retraite et de la dérouté de l'armée gouvernementale de passage à Lubero et à Beni, nous avons vu des soldats tirer à bout portant sur les bêtes dans les fermes. Ils pouvaient manger et vendre à vil prix les carcasses abattues. Les milices se sont éparpillées dans les territoires de Beni et Lubero. Leurs membres prétendent ne pas manger les herbes vertes, et qu'il ne leur faut uniquement que de la chair de viande. On les retrouve dans toutes les principaux axes d'élevage dans les territoires précités...* » Paluku p. 182

- Ensuite, la terre est un investissement faisant partie de la culture *nande* où un proverbe dit que « *la houe ne ment jamais* ». <sup>59</sup> En outre, de nombreux commerçants sont eux-même issus de familles paysannes et ont commencé les affaires dans la vente de produits agricoles ; l'investissement dans la terre est donc vu par eux comme rassurant.
- Encore, l'investissement dans l'agriculture est pour ces commerçants un moyen de sécuriser leur capital en étant maîtres de ce qu'ils produisent. En effet, alors que l'import international (d'Asie principalement) est quelque chose de rentable, il est par ailleurs quelque chose de très instable. Ainsi, le producteur chinois (par exemple) peut du jour au lendemain cesser ses activités, donner un monopole à un autre commerçants pour l'import au Congo, etc. La production industrielle ou agricole est donc un moyen de rester maître de son Capital.
- Enfin, pour ceux qui décident de simplement mettre leurs terres en location à des producteurs paysans, la rente foncière constitue un moyen d'investir le Capital de manière sûre. Alors que les banques sont peu nombreuses et peu sûres dans la région et que la Bourse est quelque chose de dangereux, l'investissement dans la rente foncière est le moyen le plus sûr d'investir son Capital de manière rentable et sans aucun risque. Ainsi, la rente foncière est au capitaliste du *grand Nord* ce que l'investissement immobilier est au capitaliste belge. Il est d'ailleurs ici nécessaire de dire que les commerçants investissent également dans la propriété foncière urbaine, c'est-à-dire dans l'immobilier.

### **1.3.1.3. La destination de la production**

Ces terres sont utilisées pour des cultures vivrières destinées au marché local, pour le boisement, pour des plantations d'exportation et pour l'élevage principalement.

Les cultures vivrières produites ainsi sont vendues au marché local, elles représentent un investissement sûr puisque la population a toujours besoin de manger mais peu rentable puisque les prix ne sont pas élevés et qu'une partie de la population est capable de subvenir à ses propres besoins en nourriture par les fruits de sa propre parcelle. L'élevage suit la même logique même si le prix de la viande est de loin beaucoup plus élevé, ce qui rend donc cette activité beaucoup plus rentable ; l'élevage a cependant l'inconvénient cité d'être à la merci du pillage.

Pour la véritable grande agriculture capitaliste qu'est la plantation, la destination est l'étranger. Le thé de l'entreprise B.T.C., par exemple, est traité en partie dans l'usine du site (flétrissage, séchage,

<sup>59</sup> Cité par NDIVITO, président de la FEC

triage) jusqu'à l'obtention de thé granulé ensuite vendu à une entreprise au Kenya qui importe ce thé pour ensuite le revendre.

Ces plantations permettent potentiellement (si elles sont à production optimale) de dégager un important bénéfice puisqu'elles peuvent produire d'importantes quantités<sup>60</sup> et que leur taille<sup>61</sup> permet des économies d'échelles.

#### **1.3.1.4. Les modes de production de l'agriculture capitaliste**

Les modes de production de l'agriculture capitaliste peuvent varier mais se distinguent principalement en deux groupes: la relation capitaliste pure, c'est-à-dire contractuelle entre un vendeur de force de travail qui ne possède rien d'autre que celle-ci, et une relation proche du féodalisme. Décrivons-les et tentons d'expliquer cette dualité, notamment à l'aide de l'exemple de la plantation de Butuhe qui utilise ces deux procédés.

La première relation est la plus courante dans l'agriculture capitaliste, et dans le mode de production capitaliste en général: c'est celle étudié par Marx dans le livre premier du *Capital*. Un patron, homme aux écus, investit son capital dans un outil de travail (capital fixe : dans le cas étudié, la terre) et dans une force de travail, achetée à l'état de marchandise et mettant en action ce capital inerte, créant ainsi une plus-value<sup>62</sup>. Cette relation d'abord appliquée à l'industrie s'étendit progressivement à l'agriculture face aux relations féodales qui y régnaient jusqu'alors.

Pour que ce procédé soit rentable pour l'homme aux écus, cela nécessite une certaine productivité. En effet, ce mode de production n'a pas été utilisé de tout temps, il n'a pu être utilisé de manière rentable que lorsque les forces productives étaient arrivées à un certain niveau de développement. Expliquons-nous: dans le mode de production capitaliste, la force de travail est marchandise et comme toute marchandise, son prix correspond au temps de travail nécessaire à sa (re)production. Le prix de la force de travail est donc l'ensemble des biens nécessaires à la reproduction de cette force de travail, c'est-à-dire aux besoins du travailleur. Ces besoins sont en grande partie historiques et moraux dans un endroit donné<sup>63</sup>.

La plus-value, la part empochée par le capitaliste, surgit donc une fois que la force engagée produit plus que ce qu'elle a coûté.

<sup>60</sup> 20 à 40 tonnes par mois.

<sup>61</sup> La partie industrielle de la plantation de thé de Butuhé fait 241,36ha

<sup>62</sup> MARX Karl, *Le capital*, livre 1, sections I à IV, Paris, Flammarion, Champs, 1985, p.130-155

<sup>63</sup> MARX Karl, *Le capital*, livre 1, sections I à IV, Paris, Flammarion, Champs, 1985, p.133

Ce mode de production ne peut donc s'appliquer qu'uniquement lorsque le travailleur est capable de produire plus que ses moyens de subsistance et cela en quantité suffisante pour satisfaire l'homme aux écus.

C'est ce mode de production qui est utilisé chez C.T.B. dans la partie qu'ils appellent partie « industrielle » de la plantation. Dans cette partie, le salaire peut varier entre 25 et 30USD par mois suivant la production, les travailleurs étant en effet payés suivant le travail fourni<sup>64</sup>.

L'autre mode de production principal utilisé dans l'agriculture capitaliste est la rente foncière. Ici aussi, le capitaliste est propriétaire du capital fixe qu'est la terre mais il n'engage pas directement la force de travail en la salariant. Le capitaliste met ici sa terre en fermage à un travailleur possédant ses propres outils de travail. Le travailleur gagne alors le produit de sa récolte moyennant paiement d'une redevance au capitaliste. Ainsi, ici tout comme dans le premier cas, le travailleur travaille pour reproduire sa force de travail pendant une partie de son temps, le sur-travail étant donné au capitaliste en monnaie, en nature (partie fixée de la récolte), en avantages divers ou en travail<sup>65</sup>.

La différence réside dans le fait que la partie fixée d'avance dans le premier cas est celle du travailleur et dans le second cas, celle du capitaliste.

L'avantage du premier mode pour le capitaliste est que, si la productivité est importante, la plus-value sera importante puisque, plus la productivité est grande, plus la part qui revient au travailleur représente une petite part de la valeur totale produite; son inconvénient est qu'il nécessite un investissement dans l'outillage pour que cette productivité soit grande.

L'avantage du second mode est que le capitaliste n'a pas à se préoccuper de la manière de produire, de l'investissement dans l'outillage ou quoique ce soit, il se contente de percevoir sa plus-value sous forme de rente; son inconvénient est que cette plus-value ne sera jamais très grande puisque le paysan individuel ne produira jamais énormément puisqu'il ne peut beaucoup investir dans l'outillage.

Ainsi lorsque la capacité de production est importante, le premier mode est sans doute plus intéressant puisque la part nécessaire au travailleur représente une petite partie de la valeur produite et la plus-value est importante. À l'inverse, lorsque la productivité est faible, le second mode est sans doute plus intéressant puisque, quitte à avoir une faible plus-value, autant ne pas s'embarrasser de l'achat de l'outillage et de l'encadrement des travailleurs.

---

<sup>64</sup> Quantité en poids des feuilles de thé cueillies lors de la cueillette.

<sup>65</sup> MARX Karl, *Le capital*, livre 3, Moscou, Editions du progrès, 1984, 1000p.

C'est d'ailleurs ce deuxième mode qui est d'application dans la seconde partie de la plantation de C.T.B. En effet, à coté de la partie dite industrielle du complexe théicole de Butuhe, une partie dite « villageoise » existe, d'une taille de 212,44ha (rappel: contre 241,36ha pour la partie industrielle). Dans cette partie, l'entreprise a mis en fermage ses terres aux paysans du village de Butuhe. La terre a été cédée en possession à ces villageois en échange de l'obligation de maintenir la culture de thé dans la parcelle concédée et de vendre ce thé à un prix fixé à l'entreprise. Il s'agit donc d'une rente en argent ou en produits<sup>66</sup>.

La raison invoquée par le responsable de C.T.B. lui-même pour cette dualité de modes de production est d'ailleurs la raison que nous avons citée: « *La productivité est aujourd'hui très faible et la partie villageoise est plus rentable. Si nous comptons en rester là, il serait plus intéressant de ne plus procéder que de la sorte. Mais nous comptons augmenter la productivité de la partie industrielle en achetant des machines notamment ; à terme elle sera donc plus intéressante que la partie villageoise* [qui est vue comme une réserve, une plus-value garantie. NDLA]. *De plus, l'encadrement qui serait nécessaire pour les travailleurs coûterait trop cher; ceux-ci volent la marchandise; les villageois, eux, ne volent pas car on leur achète la production.* » Tel est en résumé, le discours du responsable de C.T.B., qui reflète parfaitement ce que nous avons expliqué: à productivité faible, la rente est plus intéressante, à productivité haute, le salariat le devient.

### **1.3.2. L'industrie capitaliste**

L'industrie n'est sans doute pas un caractère dominant du paysage de la région de Butembo à l'heure actuelle puisqu'elle ne reste que faiblement présente malgré quelques avancées.

La plupart du temps, l'industrie de transformation de Butembo est un appendice de la production agricole, traditionnelle ou capitaliste. Elle vise à transformer le produit afin de lui ajouter une plus-value supplémentaire avant de l'exporter. C'est par exemple le cas de C.T.B. dont le complexe théicole comprend une usine traitant les feuilles de thé jusqu'à en faire du thé granulé exportable vers le Kenya puis les pays de consommation. Cette transformation est nécessaire à l'exportation (ici donc: appendice à la production agricole capitaliste).

L'autre exemple est celui des *Établissement Tsongo Kasareka* (connu sous le nom de CALITEX), qui transforment le café en le séchant et le décortiquant dans leur usine utilisant une cinquantaine

<sup>66</sup> Soit qu'on estime qu'il s'agit d'une ristourne sur une quantité donnée, soit d'une quantité supérieure contre un prix donné; cependant cette rente est plus assimilable à la rente en produits puisqu'elle n'oblige pas le producteur à mettre sa production sous forme de marchandise lui-même.

d'ouvriers et qui exportent les fèves vertes. Le café est acheté aux producteurs individuels (paysans parcellaires)<sup>67</sup>.

Dans ces cas, l'industrie (la transformation) apporte une valeur complémentaire à la marchandise destinée à l'exportation, elle la prépare à être exportée. Elle est un appendice de la production agricole.

Les autres cas sont ceux où l'industrie apporte la majorité de la valeur au produit et où la marchandise consommée est directement issue de la transformation industrielle. C'est le cas de l'entreprise S.A.I.BU<sup>68</sup> par exemple qui, comme son nom l'indique, est une usine de fabrication de savons.

Ici, aussi, l'entreprise préfère acheter aux paysans individuels leur production d'huile de palme nécessaire à la fabrication du savon, allant pour cela jusqu'à la Province Orientale pour en trouver suffisamment<sup>69</sup>. Les raisons sont encore une fois les mêmes: les travailleurs salariés dans l'agriculture ne sont pas très productifs, ils sont malhonnêtes, ils peuvent faire grève,...

L'usine compte ici deux cents ouvriers payés environ 40USD (salaire mensuel)<sup>70</sup>.

Le savon produit est principalement destiné au marché régional: Butembo, Goma, Bukavu, Kisangani,... où la concurrence étrangère n'ose que peu s'aventurer jusqu'aujourd'hui.

Un autre exemple est celui de Butembo Mousse SPRL, fabricant de matelas, qui est difficile à décrire puisque n'existant que depuis trois mois en juillet 2009. Cette usine de vingt ouvriers à Butembo est unique en son genre dans la région puisqu'elle n'utilise aucun produit agricole pour sa production mais uniquement des produits chimiques importés des Pays-Bas et un peu de Chine et qu'elle « se limite » à la production industrielle, à la création d'une grande plus-value.

Quelles sont les facteurs qui empêchent la plus grande production industrielle dans la région? Le facteur premier est sans doute l'absence l'électricité et d'infrastructures de transports (routes goudronnées). En effet, chaque industrie pré-citée est munie de son propre générateur électrique fonctionnant au carburant ou, dans le cas de la plus importante C.T.B., de sa propre centrale

<sup>67</sup> Bien que l'entreprise aie initié une plantation de 4ha de café puisque les paysans ne produisent plus assez pour satisfaire leur demande. Fait éclairant: cela ennuie beaucoup l'entreprise d'initier cette plantation, jugeant le salariat peu rentable et cause de problèmes; préférant la « responsabilisation » des paysans aussi rentables.

<sup>68</sup> Savonnerie Industrielle de Butembo

<sup>69</sup> La direction souligne néanmoins qu'il sera bientôt nécessaire de faire une plantation pour obtenir suffisamment d'huile pour la production.

<sup>70</sup> Ce qui est un très gros salaire pour la région – nous n'avons pas pu vérifier cette affirmation mais la raison invoquée par la direction est que cela permet d'éviter le vol.

hydroélectrique<sup>71</sup>. Ces investissements sont très coûteux et font augmenter les coûts de production rendant les produits transformés non-concurrentiels par rapport aux prix pratiqués par les pays voisins (Ouganda, Kenya et Tanzanie principalement). L'absence de routes en bon état représente également un frein à l'industrie, incapable d'écouler facilement les produits dans le reste de la RDC.

L'autre facteur principal freinant l'investissement industriel est l'insécurité. Comme nous l'avons déjà dit plus haut, les machines sont des biens destructibles contrairement à la terre. Un investissement coûteux en machines est un grand risque dans une région si volatile où la guerre et les pillages peuvent réduire à néant les investissements.

### **1.3.3. Le commerce – L'import(/export)**

Venons-en enfin au commerce, qui d'après l'appellation donnée à la classe capitaliste locale dans le langage courant (« les commerçants »), devrait être l'activité dominante.

Et, en effet, la plupart des capitalistes de la région de Butembo ont fait fortune grâce au commerce après une accumulation d'un capital dans l'agriculture et l'élevage. Ce capital commercial a été utilisé pour importer des marchandises manufacturées de Dubaï, de Chine, du Kenya et de Tanzanie, introuvables auparavant sur les marchés du Nord-Kivu ou qui ont fait disparaître les productions artisanales existantes auparavant. C'est le cas des tissus imprimés (pagnes) mais aussi des produits comme les motos ou les voitures.

Ce Capital n'engage que très peu de monde puisqu'il ne sert pas à investir dans le procès de production de la marchandise mais uniquement dans l'avancement de sa valeur pour la revente de celle-ci avec une marge bénéficiaire.

Le commerce a alors son utilité du fait qu'il apporte une marchandise d'un endroit où elle est produite à son lieu de consommation.

Ainsi, alors que dans le MPC « pur », les marchandises ne devraient que très peu s'échanger puisque le capital aurait plutôt intérêt à se déplacer plutôt qu'à déplacer les marchandises finies, la réalité veut l'inverse. En effet, certains pays disposent d'une main d'œuvre plus productive que les autres et, même si celle-ci peut coûter plus cher, elle dégage une plus-value plus importante.

Mais le capital commercial est-il un capital comme l'industriel c'est-à-dire créateur de richesse?

---

<sup>71</sup> Une image de la centrale est disponible à cette URL:  
<http://www.benilubero.com/images/stories/Image/Butuhebassinbarrage0.jpg>

Sert-il à réaliser un travail productif? Cette question est importante pour savoir si le capitaliste commerçant réalise un réel travail « autonome » (même si rien ne l'est vraiment dans le système capitaliste) ou s'il vit d'un transfert de plus-value. En somme, est-il un appendice du capitalisme industriel ou est-il indépendant?

Selon Marx, seule la production de marchandise est travail productif<sup>72</sup> et « *la sphère de la circulation n'apporte ni valeur, ni plus-value* »<sup>73</sup>. En effet, selon lui, la mise à disposition de la marchandise créée vers le consommateur relève de ces tâches non-productives mais nécessaires tel que, par exemple, la comptabilité. Son financement provient du transfert de la plus-value dégagée par les travailleurs productifs de l'entreprise<sup>74</sup> et il va de même si le capitaliste industriel charge quelqu'un d'autre de cette tâche. Cette séparation provient de la division sociale du travail.<sup>75</sup>

Les conséquences de cette affirmation est qu'à l'instar du capital financier par exemple, le capital commercial n'a pas de réelle existence autonome, mais dépend du capital industriel.

Ainsi, les commerçants de Butembo important le tissu chinois vivent d'un transfert de plus-value et ne la créent pas elle-même. Ils ne créent aucune richesse. Ils sont des appendices du système capitaliste mondial.

#### **1.3.4. Les services**

Par services, nous entendons les activités ne créant pas directement de marchandise mais fournissant une utilité aux consommateurs. Ces services ne rentrent pas dans un appendice d'industrie comme le seraient les transports par exemple.

Cette activité est fort peu présente dans l'économie de la région et la raison en est assez simple: l'absence de revenus d'une grande partie de la population vivant d'auto-subsistance et le très faible revenu de ceux qui en ont un sous forme de salaire ou sous une autre forme.

Néanmoins un exemple existe, c'est celui de la télécommunication. Ainsi, malgré la pauvreté régnant au sein de la population de la région, de nombreuses personnes sont munies d'un téléphone portable (voir même de plusieurs). Quatre réseaux se partagent le marché local: Vodacom, Tigo,

<sup>72</sup> Voir *infra* sur la question du travail productif.

<sup>73</sup> MARX Karl, *Le capital*, livre 3, Moscou, Editions du progrès, 1984, p.297

<sup>74</sup> « *comme le capital marchand lui-même ne produit pas de plus-value, celle qui lui revient sous la forme de profit moyen constitue évidemment une fraction de la plus-value produite par la totalité du capital productif* » Marx, *le capital*, livre III, p.298

<sup>75</sup> MARX Karl, *Le capital*, livre 3, Moscou, Editions du progrès, 1984, p.288

Zain et CCT et ceux-ci appartiennent tous à des propriétaires étrangers.<sup>76</sup>

Néanmoins, ces opérateurs ne se risquent généralement pas à aller vendre eux-même les produits sur place et ce sont des commerçants locaux qui prennent en charge la vente des cartes de recharge, des cartes SIM, etc.

Pour le réseau Zain dans la région de Butembo-Beni, c'est par exemple M. KATASOHIRE, également patron de l'entreprise SA.I.BU déjà citée qui a un contrat de partenariat pour la vente des cartes de recharge (distributeur) créant ainsi les *Shops CELTEL<sup>77</sup>-SA.I.BU* engageant par là des jeunes gens pour tenir des petites cabanes où les gens peuvent acheter leurs unités.

### 1.3.5. Les mines

Nous nous devons ici de mentionner rapidement la question des mines qui a joué un rôle si important dans la région du Kivu, notamment avec la SoMinKi (Société minière du Kivu), entreprise d'Etat qui a joué jadis un grand rôle dans l'économie régionale mais est aujourd'hui sans activités.

Aujourd'hui, le capitalisme est absent de l'extraction minière et l'industrie minière n'existe plus.

Certains projets existent néanmoins dont celui de la SOFOMICO (Société forestière et minière industrielle au Congo). A terme, les promoteurs de ce projet veulent réaliser une réelle extraction industrielle en achetant la terre, les machines et en engageant des ouvriers salariés mais le capital manque d'autant que les commerçants se refusent à investir dans des machines qui seraient éloignées de la ville et sujettes aux pillages et aux guerres des divers groupes armés du Nord-Kivu. Puisque les promoteurs de ce projet ont déjà trouvé la terre à acheter à des chefs coutumiers, la première opération, une fois l'argent trouvé pour acheter effectivement ces terres, sera la rente foncière. En effet, les promoteurs parlent de laisser des creuseurs artisanaux exploiter les gisements sur leurs futures terres en échange de ristournes sur les prix d'achat des métaux ensuite exportés<sup>78</sup>.

---

<sup>76</sup> Tigo est filiale de Milicom International cellular S.A., entreprise luxembourgeoise; Vodacom est une entreprise sud-africaine; CCT (Congo Chine Télécoms) est une filiale du groupe Zhongxing Telecom, entreprise chinoise; Zain est une entreprise du Koweït (actuellement [juillet 2009] en voie de rachat par France Télécom)

<sup>77</sup> CELTEL était le nom jusque il y a peu de Zain jusqu'à ce que CELTEL (société néerlandaise) soit racheté par le koweïtien Zain.

<sup>78</sup> Rente en nature, voir *supra*

### 1.3.6. Parcours d'un commerçant

Pour conclure cette partie sur les « commerçants » et en fait sur le MPC dans la région de Butembo et relier ces différentes activités entre elles, nous avons pensé qu'il serait utile de montrer le parcours d'un commerçant. Celui-ci est M. KATASOHIRE, un des principaux commerçants de la ville de Butembo et du *grand Nord* tout entier. Si nous l'avons choisi, c'est parce qu'il représente bien les divers types d'activités dans la région et la manière dont celles-ci s'articulent, mais aussi par facilité car nous nous baserons notamment sur un travail réalisé sur son entreprise par un de ses employés comme travail de fin d'études<sup>79</sup>.

Prosper KATASOHIRE MULAWAVIRO KATSUVA a commencé sa carrière comme agriculteur à Musiene à 18km de la ville de Butembo, constituant une petite fortune par l'agriculture dont l'élevage. À partir de 1979, il devient représentant de la société britannique *Calico Printers' Association Ltd.* Fabriquant, imprimant et vendant des tissus (pagnes).

L'entreprise ferme en 1992 à cause des pillages des FAZ (Forces armées zaïroises) qui sévissaient à cette époque.

Jouissant d'une petite fortune, KATASOHIRE décide de se lancer dans l'importation de ces mêmes tissus afin de vendre sur le marché congolais des tissus en provenance d'Ouganda, du Royaume-Uni, des Emirats, de Hong-Kong, etc. mais aussi des produits pharmaceutiques provenant de Belgique.

Avec l'argent amassé et vu les difficultés rencontrées pour le commerce international à cause de la guerre menée par l'AFDL, il décide de se lancer dans la création de la savonnerie SA.I.BU qui ouvrira en 2000.

C'est alors qu'il est recruté par la multinationale néerlandaise CELTEL comme distributeur créant les *Shops CELTEL-SA.I.BU*.

Aujourd'hui, le « commerçant » est présent dans l'agriculture et l'élevage, dans les baux d'immeubles, dans le commerce d'import de produits manufacturés, dans une savonnerie et dans la télécommunication.

Il tire l'essentiel de son argent de la rente de la terre (agriculture et immeubles) et de l'import. La savonnerie ne constitue aujourd'hui qu'un essai qui semble fonctionner jusqu'à ce jour.

---

<sup>79</sup> MUMBERE MBULULA Joseph, Diagnostic commercial d'une entreprise de distribution de produits de télécommunication cellulaire: cas de *Shop ZAIN-SA.I.BU* de 2004 à 2008, Université du CEPROMAD (centre de promotion en management et développement – centre de Butembo), travail de fin de cycle 2008-2009, 2009, 72pp.

### **1.3.7. Les « commerçants »/Le salariat**

Le MPC comprend donc deux classes essentiellement opposées.

Les « commerçants » qui vivent du transfert de plus-value des capitalistes des pays du Nord, ainsi que de la production de matières premières issues de l'agriculture et de leur transformation (agro-industrie).

Face à eux, un salariat la plupart du temps dépourvu de contrat de travail et engagé à la journée quand il s'agit de travail agricole et engagé à plus long terme quand il s'agit de travail industriel.

Les « commerçants » font entrer en relation le MPC avec d'autres modes en achetant par exemple les matières premières aux paysans avant de la transformer et de l'exporter. Ils ne s'opposent donc pas qu'à la classe ouvrière salariée. Néanmoins celle-ci a la particularité d'être unie aux capitalistes par une relation de vente directe de la force de travail et non du résultat de celle-ci, ce qui la rend beaucoup plus directement opposée aux « commerçants ».

## **1.4. La « plèbe »**

Nous avons choisi d'employer ce terme – qui n'est pas utilisé par les bubolais – pour désigner cette partie de la population des villes qui ne sont ni des salariés, ni des capitalistes. La plèbe englobe en fait la « petite-bourgeoisie » mais va au-delà, regroupant artisans, petit commerçants indépendants, coiffeurs, bouchers, etc. La « plèbe » n'existe pas comme groupe unifié, ses membres n'ayant pas d'activité commune. Ceux-ci présentent néanmoins un point commun, celui d'être issu de la prolétarisation décrite plus haut, comme le salariat dont la plèbe se distingue juste par son impossibilité de vendre sa force de travail et doit donc trouver des moyens de subsistance avec les faibles outils dont elle dispose.

### **1.4.1. Origine**

Comme nous venons de le dire, cette « plèbe » est le résultat de la prolétarisation des paysans coutumiers par la vente des terres coutumières mais aussi par les guerres qui ont fait immigrer nombre de paysans dont les villages étaient ravagés par les affres de la guerre vers la ville jugée

plus sûre<sup>80</sup>. Elle est, dans le même ordre des choses, aussi composée de jeunes gens anciens combattants pour telle ou telle rébellion ou tel groupe armé maï-maï, prolétarisés dans leur campagne, facilement recrutés par les seigneurs de guerre car sans avenir et aujourd'hui redirigés dans la voie « normale » et « respectable » de la prolétarisation: l'exode rural et l'entrée dans la masse plébéienne<sup>81</sup>.

Les pays capitalistes avancés ont eux aussi connu cette prolétarisation que Marx décrit en Angleterre avec le phénomène des *enclosures*<sup>82</sup> (voir aussi Barrington Moore sur le même sujet<sup>83</sup>) mais ils sont aujourd'hui dépourvus de ces masses plébéiennes des villes.

En effet, dans les pays aujourd'hui capitalistes avancés, l'industrie a absorbé ces paysans débarquant dans les villes avec rien d'autre que leur force de travail, donnant ainsi naissance à la classe ouvrière, alors que dans les pays du Sud, l'industrie timidement présente n'a pas pu absorber toute cette main d'œuvre disponible.

*« Autrement dit, dans le modèle central, l'industrie en voie de construction occupe plus d'ouvriers qu'elle ne ruine d'artisans. Elle recrute dans l'agriculture en décomposition et dans la croissance démographique. Dans le modèle périphérique, l'industrie occupe moins d'ouvriers qu'elle ne ruine d'artisans et ne libère de paysans de l'agriculture. L'effet de la concurrence de l'industrie étrangère est manifeste. Aussi l'urbanisation s'accompagne-t-elle dans le Tiers Monde d'une croissance relative et absolue du chômage,[...] »<sup>84</sup>*

### 1.4.2. Domaines d'activité

Une petite partie de cette masse pratique l'artisanat, c'est-à-dire la fabrication de marchandises avec des outils leur appartenant : c'est le cas de forgerons notamment ou de tailleurs.

Le reste, et c'est l'écrasante majorité, se trouve dans le domaine des services, les transports, le commerce, etc. bref le secteur dit « tertiaire », celui qui ne transforme pas, ne crée pas de marchandises.

<sup>80</sup> C'est surtout le cas de la ville de Butembo relativement épargnée durant les guerres successives.

<sup>81</sup> À ce sujet, nombreux sont les programmes de réhabilitation pour ex-combattants les formant à ces métiers. Nous pouvons citer par exemple le CAM-JD (centre d'apprentissage de métiers à la jeunesse désœuvrée et délaissée ASBL) qui forme les ex-combattants comme chauffeurs notamment. Nous pouvons aussi citer l'exemple d'une maman qui nous raconta avoir formé nombre d'ex-combattants au métier de la coiffure dans le cadre du CEFADES (Centre d'Etudes, de Formations Actives et de Développement Entrepreneurial au Sahel )

<sup>82</sup> MARX Karl, *Le capital*, livre 1, sections I à IV, Paris, Flammarion, Champs, 1985

<sup>83</sup> MOORE Barrington, *Les origines sociales de la dictature et de la démocratie*, Paris, François Maspero, 1969, p.27

<sup>84</sup> AMIN Samir, *Le développement inégal*, Paris, Les éditions de minuit, 1973, p. 209

Dans les rues de Butembo fleurissent ces petits emplois: mamans vendeuses de souliers<sup>85</sup>, mamans cuisinant au bord de la route pour vendre le repas, moto-taxis<sup>86</sup>, coiffeurs, petits bouchers, etc.

Au final, ces activités peuvent quand même se diviser en deux catégories. D'une part, les activités créatrices de valeur (du moins partiellement) qui forment l'artisanat - les forgerons, les bouchers, les tailleurs,... - et apportent une valeur ajoutée à une marchandise; dans les pays capitalistes développés, ces activités sont prises en charge la plupart du temps par le MPC. D'autre part, les activités non créatrices de valeur - telles que celles exercées par les coiffeurs, les taxi-motos, les petits commerçants, etc. Ces personnes vivent du transfert de plus-value, d'argent, des capitalistes et d'une partie de la population. Ces activités sont en réalité un moyen de subsister pour une population en chômage déguisé.

### **1.4.3. Ce qui est de la création de valeur et ce qui n'en est pas – Le chômage déguisé**

Il est ici important de montrer ce qui est de la création de valeur et ce qui n'en est pas pour pouvoir distinguer de ce qui relève de l'artisanat, travail producteur de richesse sociale - en permanence menacé par l'importation de produits manufacturés bon marché substituables à sa production - du chômage déguisé, c'est-à-dire l'ensemble des activités improductives non créatrices de valeur nouvelle et vivant du transfert de richesse plutôt que de sa création.

Les textes de Marx consacrés à cette question – qu'est ce qui est un travail productif et qu'est ce qui n'en est pas - peuvent sembler contradictoires sur certains points.

Ainsi par endroit, Marx semble définir le travail productif comme celui qui transforme la nature et qui a une utilité disons « matérielle » pour l'homme (se nourrir, se vêtir, etc.) excluant ce qui relève du loisir: *« Puisque l'économie politique aime les Robinsonades, visitons d'abord Robinson dans son île. Modeste, comme il l'est naturellement, il n'en a pas moins divers besoins à satisfaire, et il lui faut exécuter des travaux utiles de genre différent, fabriquer des meubles, par exemple, se faire des outils, apprivoiser des animaux, pêcher, chasser, etc. De ses prières et autres bagatelles semblables nous n'avons rien à dire, puisque notre Robinson y trouve son plaisir et considère une*

<sup>85</sup> Pour les petits commerçants, se référer au passage sur le commerce capitaliste en réduisant l'échelle.

<sup>86</sup> Nous avons choisi de placer les taxi-motos ici car bien que n'étant pas propriétaire de leur outil pour la plupart, ils ne rentrent pas réellement dans la classe ouvrière salariée ni dans la paysannerie devant payer une rente. Ils sont entre les deux: comme le paysans ils paient une « rente » de 20USD par semaine pour la location de la moto et fournissent donc du travail gratuit au « propriétaire » de la moto et comme ces paysans n'ont pas de réelle unité puisque ceux-ci sont en concurrence les uns avec les autres; néanmoins ils font partie de la population urbaine ce qui les rapproche de la masse « plébéienne ». Ils ont surtout en commun avec cette plèbe de n'être pas réellement créateur de valeur.

*activité de cette espèce comme une distraction fortifiante. »<sup>87</sup>*

Marx ne considère donc pas la prière comme du travail productif puisque cela ne transforme pas la nature et est du ressort du loisir. Il y aurait donc pas réellement d'élément subjectif dans ce qui est du travail productif. Ainsi même si Robinson estime qu'il est indispensable à sa survie de prier, cette activité n'en demeure pas moins du « travail » improductif.

À l'inverse, dès la première page du *Capital*, Marx affirme que « *la marchandise est d'abord un objet extérieur, une chose qui par ses propriétés satisfait des besoins humains de n'importe quelle espèce. Que ces besoins aient pour origine l'estomac ou la fantaisie, leur nature ne change rien à l'affaire* »<sup>88</sup>

Ici donc la marchandise dans laquelle se matérialise la valeur comprend un élément matériel mais sa destination n'importe pas. La création de valeur serait donc la transformation de la nature pour une quelconque destination.

Et en cela Marx s'accorde avec ses prédécesseurs. Par exemple Adam Smith résume sa vision ainsi: « *Il y a une sorte de travail qui ajoute de la valeur à l'objet sur lequel il s'exerce: il y en a une autre sorte qui n'a pas un tel effet. Le premier, parce qu'il produit une valeur, peut être appelé productif; l'autre improductif. Ainsi le travail d'un ouvrier de manufacture ajoute, en général, à la valeur des matériaux qu'il transforme celle de sa propre subsistance et du profit de son maître. Le travail d'un domestique, au contraire, n'ajoute de la valeur à rien.* »<sup>89</sup>

Plus loin, Smith reconnaît que le travail d'un domestique (et ceci est applicable à l'ensemble des services en fait) a une valeur d'usage puisque son maître l'emploie mais que ce travail est néanmoins improductif en ce qu'il ne crée pas de richesse durable et que, aussitôt le travail réalisé, la valeur d'usage produite s'envole en fumée. Ce travail crée donc de la valeur pour celui qui l'emploie mais celle-ci ne peut s'accumuler, ne produit rien que la société puisse garder, s'évanouit donc aussitôt réalisé et est donc improductif. Ce qui importe donc c'est non seulement la création de richesse mais surtout sa conservation, ce qui au final revient au même.<sup>90</sup>

Ainsi le travailleur en travaillant transmet la valeur de sa force de travail et, au fur et à mesure qu'il la dépense, celle-ci se transmet dans l'objet nouvellement créé ; pour les services, la force de travail

<sup>87</sup> MARX Karl, *Le capital*, livre 1, sections I à IV, Paris, Flammarion, Champs, 1985, p. 72

<sup>88</sup> *Ibid.*, p.41

<sup>89</sup> SMITH Adam, *la richesse des nations*, pp. 429 cité par HERLAND Michel, A propos de la définition du travail productif. Une incursion chez les grands anciens, *Revue économique*, Année 1977, Volume 28, N°1, p.115, <[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/reco\\_0035-2764\\_1977\\_num\\_28\\_1\\_408307](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/reco_0035-2764_1977_num_28_1_408307)> (consulté le 02/08/2009)

<sup>90</sup> *Ibid.*, p. 116

s'évanouit dans le néant.

Ainsi Marx va même plus loin en critiquant « *l'esprit borné du bourgeois [qui] confère un caractère absolu à la forme capitaliste de la production et la considère comme son unique forme naturelle. Il confond donc volontiers la question du travail productif et du travailleur productif telle qu'elle se pose du point de vue du capital, avec la question du travail productif en général. Dès lors il peut se contenter de la réponse tautologique d'après laquelle est productif tout travail qui produit n'importe quoi, c'est-à-dire qui aboutit à un produit ou à une valeur d'usage quelle qu'elle soit, bref qui produit un résultat quelconque.* »<sup>91</sup>

Bref, la richesse est dans la marchandise, la richesse c'est la force de travail matérialisée en un objet.

On peut donc considérer tous les secteurs de « services » comme improductifs et cela a une importance capitale pour l'analyse de la société bubolaise.

À la lumière de ces analyses théoriques, à la question de savoir si cette plèbe active dans les services relève d'un artisanat c'est-à-dire d'une petite bourgeoisie ou si elle relève d'un chômage déguisé vivant du transfert de richesse des productifs vers eux et entre eux, nous optons pour la deuxième réponse: ces travailleurs de services indépendants ne créent pas de richesse réelle, ils vivent du transfert de richesse de leur client vers eux (faisant ensuite circuler cette richesse entre eux).

### **1.5. Bilan – La formation sociale**

« *[Les] modes de production n'[ont] jamais existé à l'état pur: les sociétés historiques sont des « formations » qui d'un part combinent des modes de production et d'autres part organisent les relations entre la société locale et d'autres sociétés, qui se manifestent par l'existence de rapports de commerce lointain. Les formations sociales sont donc des structures concrètes, organisées, caractérisées par un mode de production dominant et l'articulation autour de lui d'un ensemble complexe de modes de production qui lui sont soumis* »<sup>92</sup>

Et justement, nous avons vu plusieurs modes de production s'articuler dans la région de Butembo: le mode de production coutumier, traditionnel, avec son système semi-féodal perdant de plus en plus

<sup>91</sup> MARX Karl, *théories sur la plus-value*, édition allemande, I, p. 368 cité par TERRAY E., Prolétaire, salaire, travailleurs productif, *Contradictions*, juillet-décembre 1972, N°2, p. 113

<sup>92</sup> AMIN Samir, *Le développement inégal*, Paris, Les éditions de minuit, 1973, p.12

de terrain, le mode de production capitaliste principalement agraire et un peu industriel, et enfin le commerce amenant des marchandises manufacturées depuis les pays dits développés.

Et ici, clairement, le surplus - la richesse - provient principalement du MPC agraire qui permet aux commerçants d'avancer les sommes nécessaires à l'importation de produits manufacturés, une activité qui n'est pas un mode de production de valeur mais plutôt un investissement sûr permettant de réaliser un taux de profit important sans apporter aucune valeur supplémentaire.

Il n'est donc pas étonnant si ce sont les mêmes individus qui dominent les différents pans du MPC, commercial, agraire et industriel : ce sont les seuls qui, le plus souvent au départ du secteur agraire, ont pu dégager le surplus nécessaire à l'investissement dans les autres pans de l'économie.

Capitalisme agraire, commerce *compradore*, hypertrophie du secteur tertiaire sont les caractéristiques principales de la formation sociale bubolaise et sont caractéristiques d'une formation sociale du capitalisme périphérique telle que Samir Amin l'a définie<sup>93</sup>.

Cette formation résulte de la dégradation de la société traditionnelle pré-capitaliste et son inclusion dans le marché capitaliste mondial.

Cette formation sociale est une formation dépendante de celle du centre puisque non seulement elle doit exporter ses produits agricoles vers lui en produisant ce qu'il demande et ce qu'il laisse libre de concurrence (les produits tropicaux) et puisqu'elle importe des produits à plus haute valeur ajoutée dont elle vit d'une partie de la plus-value créée par ceux-ci sans créer aucune valeur nouvelle.

## 2. La dynamique

Après avoir analysé la formation sociale de la région de Butembo pour pouvoir dégager le rôle des classes sociales qui en sont issues, il sera important de les identifier, d'identifier leurs intérêts respectifs, de voir la manière dont ces classes sont organisées pour la réalisation de ces intérêts ou de ce que leurs membres pensent être leurs intérêts et de voir enfin de rôle de la politique, champ traditionnel de l'affrontement des classes pour le pouvoir.

### 2.1. Identification des classes sociales et effets de structure

Distinguer les classes sociales en présence dans un mode de production « pur » est assez simple. A

---

<sup>93</sup> *Idem.*

première vue par exemple dans le MPC deux classes sont en présence, l'acheteur de force de travail et le vendeur, soit le capitaliste et prolétaire.

Au delà de cela, comme nous l'avons vu dans les prémisses théoriques, une classe sociale n'est pas uniquement dépendante de son positionnement économique dans les rapports de production même si ceux-ci demeurent un déterminant-en-dernière instance.

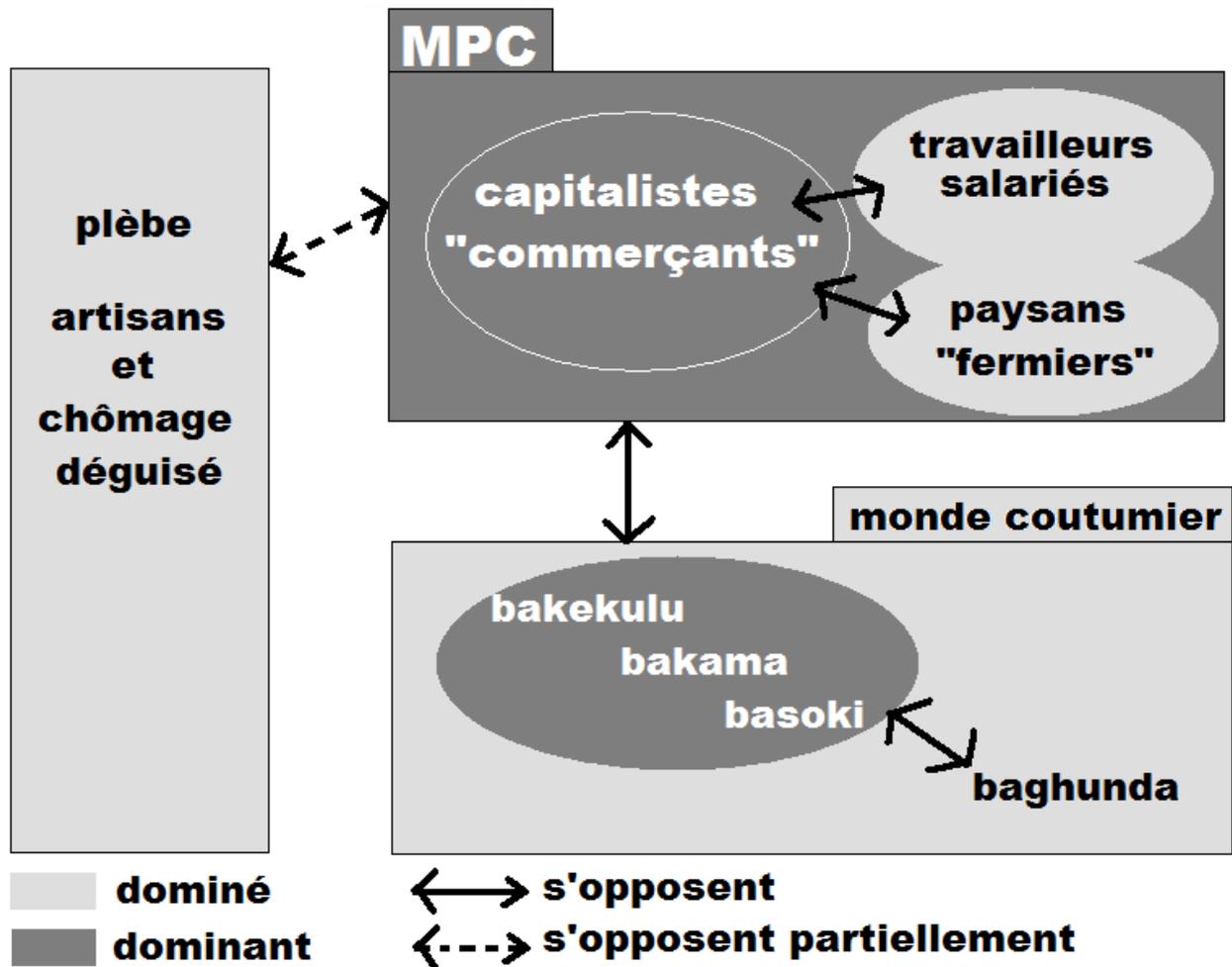
De plus, les modes de productions se chevauchent, s'entremêlent, etc. Non seulement ils sont souvent plusieurs à être présents dans le même temps mais, de plus, les mêmes individus se trouvent fréquemment agents de plusieurs modes de productions au cours de leur vie voire même au même moment. Les rapports sociaux d'un mode de production dominant ont souvent des effets sur les rapports de classes en général.

### **2.1.1. Les classes sociales à Butembo**

Comme nous l'avons vu, plusieurs modes de production s'entremêlent à Butembo et dans sa région. Tout d'abord, les différents pans du MPC et principalement le capitalisme agraire. Ici, le capitaliste appelé « commerçant » s'oppose à plusieurs groupes: le travailleur salarié, souvent journalier, et le paysan individuel payant la rente (fermier) dans un rapport qui s'apparente presque au féodalisme mais sans servitudes légales. Le MPC opère aussi dans l'industrie où le capitaliste s'oppose à l'ouvrier salarié.

Dans le monde coutumier, là aussi les groupes sociaux s'opposent en partie : les sans terres ou *baghunda* sont à la merci des chefs de terre qui peuvent vendre la terre qu'ils occupent, sans compter la rente qu'ils doivent payer pour exploiter une terre. Une certaine opposition existe aussi entre les chefs de terre au sein desquels une hiérarchie existe.

Au sein de la « plèbe », les différences de niveau de vie existent bien entendu mais les individus ne s'opposent pas directement puisqu'il n'y a pas de rapports d'exploitation; si opposition il y a, c'est celle de tous contre tous puisque tous sont en concurrence pour se disputer le transfert de richesse dont ils vivent.



Enfin, les différents modes de production s'opposent aussi entre eux: le monde coutumier s'oppose au MPC puisque le premier lutte pour sa survie contre les incursions du second. La « plèbe », enfin, s'oppose également en partie au MPC puisque celui-ci les a chassé de leurs terres et qu'il ne leur offre aucun emploi. Elle s'accorde néanmoins en partie avec lui puisque plus le MPC grandit, plus les ressources sont disponibles pour consommer ses services et produits. Nous avons essayé d'exprimer ces relations avec ce schéma. Le mode de production dominant est le MPC qui voit les travailleurs salariés et paysans fermiers s'opposer aux capitalistes commerçants. Dans le même temps, ce MPC s'oppose au monde coutumier puisqu'il le fait soit travailler pour lui en achetant sa production à des prix dérisoires, mais surtout puisqu'il le détruit petit à petit. Dans ce monde coutumier, l'opposition existe aussi, principalement entre chefs de terres (en bleu) et « sans terres » puisque ceux-ci peuvent se faire jeter de leurs terres par les premiers. Enfin, la « plèbe » est une masse sans grande forme comme on l'a dit et son caractère est celui d'un groupe dominé puisqu'il relève du chômage comme nous l'avons expliqué. La plèbe est une armée de réserve pour le capital et en même temps des domestiques à son service occasionnel.

### 2.1.2. Les effets de structure

Mais évidemment, le chevauchement, l'entremêlement des modes de production dans une même formation sociale a des répercussions sur les classes sociales qui en sont les acteurs. Si les modes de production tissent des relations entre eux dans une formation sociale, les classes sociales en font autant. Elles aussi se chevauchent, s'entremêlent.

Ainsi, « *certaines classes distinctes, concevables dans l'analyse des modes de production « purs » qui composent une formation, se présentent souvent dans la formation sociale comme dissoutes et fusionnées à d'autres classes, comme fractions – autonomes ou non – d'autres classes, ou même comme catégories sociales spécifiques* »<sup>94</sup>.

Comment s'opère cette sous-détermination? C'est le mode de production dominant à l'intérieur de la formation sociale qui entraîne les classes des autres modes à sa suite.<sup>95</sup>

Ainsi, depuis l'émergence d'un MPC dominant dans les formations sociales de la périphérie et donc la coexistence de la paysannerie avec l'économie urbaine qui est devenue le centre de la société, la paysannerie n'a pas été capable de jouer un rôle indépendant. Soit la paysannerie pauvre s'est mise à la remorque de la grande paysannerie qui pouvait maintenir une attitude indépendante durant les périodes historiques calmes mais qui se tournait résolument du côté des capitalistes lors des périodes où ceux-ci se trouvaient en danger<sup>96</sup>, soit elle s'est solidarisée avec la classe ouvrière contre la grande paysannerie alliée aux capitalistes, comme cela s'est passé en Russie en octobre 1917 ou en Chine durant la guerre civile opposant communistes et nationalistes<sup>97,98</sup>.

Ainsi, dans la région de Butembo, les mêmes effets ont lieu et les « alliances » peuvent se renverser. Ainsi dans la paysannerie coutumière existe un certain sentiment d'appartenance à la société paysanne *nande* mais ce sentiment peut très vite être renversé lorsque le chef des terres vend les terres que cultivait le paysan. De plus, les paysans pauvres peuvent se rapprocher de la classe ouvrière puisque parfois, en termes d'individus, ces deux groupes peuvent se confondre: en effet, il n'est pas rare que des paysans pauvres vendent leur main d'œuvre à des fermiers capitalistes lors de leurs périodes creuses. En terme d'alliances, même si les chefs de terre appartiennent au monde coutumier, ceux-ci se rapprochent par leur mode de vie de la bourgeoisie commerçante. Ils peuvent nouer des relations avec eux dans le cadre de vente de terres et on assiste dans le monde coutumier

<sup>94</sup> POULANTZAS Nicos, *Pouvoir politique et classes sociales*, tome I, Paris, François Maspero, 1972, p.77

<sup>95</sup> *Idem*

<sup>96</sup> TROTSKY Léon, *La révolution permanente*, Paris, Editions Rieder, 1932, p.115

<sup>97</sup> Ici, l'alliance se fit surtout entre la paysannerie pauvre et le parti communiste chinois qui se réclamait représentant de la classe ouvrière sans quelle celle-ci aie une implication de premier ordre après le massacre de Shanghai (1927)

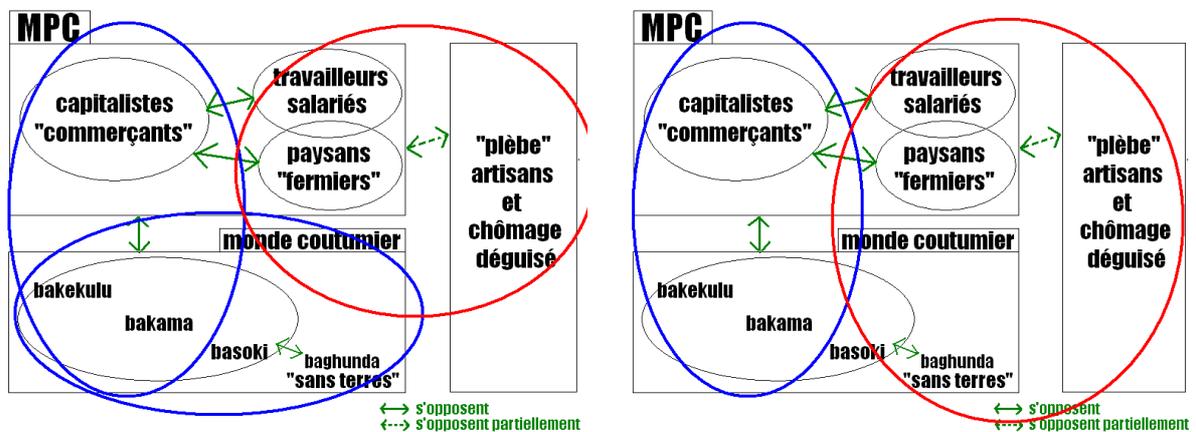
<sup>98</sup> MOORE Barrington, *Les origines sociales de la dictature et de la démocratie*, Paris, François Maspero, 1969, p.192

à une opposition unissant bourgeois commerçants et chefs coutumiers contre les paysans.

Dans les villes, le sentiment d'appartenance à la classe ouvrière n'est pas très développé et elle peut se confondre avec la « plèbe »: le niveau de vie est sensiblement le même et les aller-retours de la plèbe vers la classe salariée et l'inverse sont fréquents. Les commerçants n'hésitent d'ailleurs pas à utiliser la menace de cette masse sans emploi pour maintenir les salaires à un niveau très bas sous peine de remplacement de l'ensemble du personnel, ce qui n'est pas compliqué vu le faible niveau de qualification requis.

Dans le capitalisme agraire enfin, les effets d'alliances entre travailleurs salariés et paysans fermiers sont faciles. En effet, ceux-ci travaillent souvent pour le même patron et les mouvements peuvent rapidement se transmettre d'un groupe vers le second.

Ainsi, les effets de structure peuvent voir rendre dominante l'opposition dominant/dominés ou l'opposition ville/campagnes. L'élément volatile étant la paysannerie pauvre coincée entre son appartenance paysanne et son appartenance à la catégorie des « pauvres ».



Jusqu'ici nous sommes restés au niveau local de la formation sociale bubolaïse.

Mais comme nous l'avons vu, la formation sociale congolaise est intégrée dans le système capitaliste mondial et constitue une partie de sa périphérie. Et, comme nous l'avons également vu, les commerçants bubolais sont en permanence confrontés au capitalisme central. En effet, les commerçants de Butembo sont dépendants à plusieurs égards des capitalistes du centre (les impérialistes) puisque, dans le cadre du commerce, ils vivent de leur plus-value et que, dans le cadre de leur production agricole, ils dépendent de leur demande en produits de base.

## 2.2. Organisation de classes

Dans cette partie, comme le titre l'indique, nous essayerons d'étudier la dynamique de la société. Et qui dit dynamique de société dit lutte de classes.

Nous avons vu les classes sociales jusqu'ici d'un point de vue purement économique avec la place de chacun dans les rapports de production. Mais, comme nous l'avons indiqué dans l'introduction théorique, cela ne suffit pas pour être une classe sociale et encore moins pour agir en tant que classe.

Ainsi Marx semble distinguer différents niveaux d'existence d'une classe. Un premier niveau est son existence en tant que telle dans les rapports de production, niveau qui n'inclut pas la conscience de former une classe sociale ni d'agir collectivement pour la poursuite d'intérêts communs.

*« sa [du prolétariat] lutte contre la bourgeoisie commence avec son existence même ».*<sup>99</sup>

Un autre niveau de la lutte semble se distinguer, c'est la lutte économique collective. Ici une classe est consciente de son intérêt commun et de son existence en tant que classe.<sup>100</sup>

Enfin Marx attribue la conscience « suprême » de classe à son existence politique. En effet, si on admet l'existence d'intérêts *objectifs* de classe et qu'on admet que leur réalisation passe par l'hégémonie politique, alors il devient clair que la lutte politique pour le pouvoir est le sommet de la lutte de classes.

Ainsi par exemple Marx parle de la paysannerie parcellaire française en ces termes:

*« Dans la mesure où des millions de familles paysannes vivent dans des conditions économiques d'existence qui séparent leur mode de vie, leurs intérêts et leur formation de ceux des autres classes et les font se confronter à ces dernières en ennemies, elles constituent une classe. Mais elles ne constituent pas une classe dans la mesure où il n'existe entre les paysans parcellaires qu'un lien local et où la similitude de leurs intérêts ne crée entre eux aucune communauté, aucune liaison nationale ni aucune organisation politique. C'est pourquoi ils sont incapables de défendre leurs intérêts de classe en leur propre nom, soit par l'intermédiaire d'un parlement, soit par l'intermédiaire d'une convention. »*<sup>101</sup>

Ainsi donc, différents niveaux de la lutte se distinguent pour Marx, lutte politique et lutte économique, le premier étant la condition de réalisation du second et le second constituant la base

<sup>99</sup> MARX Karl et ENGELS Friedrich, *Le manifeste du Parti communiste*, [www.marxists.org](http://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmfe18470000a.htm), <<http://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmfe18470000a.htm>> (consulté le 10/08/09)

<sup>100</sup> OULANTZAS Nicos, *Pouvoir politique et classes sociales*, tome I, Paris, François Maspero, 1972, p.73-77

<sup>101</sup> MARX Karl, *Le dix huit brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, Editions sociales, 1984, p.189

matérielle du premier. L'existence en tant que classe dans le niveau économique est nécessaire mais pas suffisante pour l'existence en tant que classe au niveau politique.

### 2.2.1. Organisation des commerçants

Comme nous l'avons vu dans la partie précédente, les commerçants forment une classe à part entière sur le plan économique, puisqu'ils sont acteurs du mode de production dominant, ils ne se laissent pas entraîner par des « effets » par d'autres classes. Du moins au niveau local. Mais nous allons voir comment le niveau politique reflète le caractère d'appendice du grand capital et de l'impérialisme des commerçants du *grand Nord*.

Ceux-ci ont d'ailleurs une organisation économique propre: la FEC – Fédération des Entreprises du Congo - qui compte deux cents membres pour la région de Butembo.

La FEC est typiquement une organisation de type syndical et coopératif au niveau patronal. Elle a par exemple été utilisée lors de la tentative avortée de fabriquer une centrale pour alimenter la ville en électricité (où elle ligua les commerçant pour leur intérêt commun) et elle lutte contre la généralisation du SMIC à 3USD par jour.

Mais pour la bourgeoisie congolaise, puisqu'elle n'a en face d'elle qu'une classe ouvrière morcelée, la lutte a essentiellement lieu au niveau politique: contre le SMIC, contre les taxes à l'exportation et l'importation, etc.

Pour cette tâche politique, les commerçants *nande* de Butembo ont un parti bien à eux: le RCD-K/ML<sup>102</sup> dirigé par le *munande* Antipas Mbusa Nyamwisi.

Pour parler du RCD-KML, nous devons commencer par parler du RCD tout court, ce qui implique de revenir aux conditions dans lesquelles a eu lieu la chute du régime de Mobutu.

Laurent-Désiré Kabila prend le pouvoir en mai 1997 avec l'appui du Rwanda, de l'Ouganda,... et surtout des Etats-Unis qui souhaitent en finir avec Mobutu soutenu par la France. Mais l'ex-rebelle maoïste et ancien compagnon de lutte du Che<sup>103</sup> n'entend pas se laisser dicter sa conduite par ses alliés. Alors qu'il a été « engagé » par ces puissances pour renverser le régime de Mobutu désormais isolé (à partir du début des années '90) par les puissances occidentales - Etats-Unis et Belgique en tête - et instaurer une « démocratie » qui accepterait les « conseils » du FMI et de la BM, Kabila

<sup>102</sup> Rassemblement Congolais pour la Démocratie – Kisangani / Mouvement de Libération.

<sup>103</sup> GUEVARA Ernesto, *Journal du Congo*, Paris, Mille et une nuits, 2009, 381p.

décide de n'en faire qu'à sa tête d'ancien marxiste et de plaider pour une « économie sociale de marché », pour la contribution des investisseurs au développement du pays<sup>104</sup>, et pour la prise de la République populaire de Chine comme modèle.<sup>105</sup>

Erreur fatale! À peine un peu plus d'un an plus tard, le 2 août 1998, une nouvelle guerre éclate contre le régime du *Mzee*<sup>106</sup> Kabila menée par l'alliance qui l'a porté au pouvoir<sup>107</sup>. Les armées ougandaise et rwandaise entrent au Congo, occupent une partie du territoire et lancent un Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD) en mettant en avant quelques personnalités congolaises<sup>108</sup> pour donner l'aspect d'une guerre civile. Directement, les commerçants de l'est soutiennent le nouveau « régime » du RCD suivant ainsi la volonté internationale.

Mais rapidement, Rwandais et Ougandais se disputent la part du lion. Wamba dia Wamba crée son propre mouvement soutenu par l'Ouganda: le RCD-Kisangani. Celui-ci est battu par le RCD-Goma (le RCD « officiel » soutenu par le Rwanda) et se retire sur Bunia en Ituri. Wamba dia Wamba est écarté au profit du *nande* Nyamwisi qui renomme le mouvement RCD-KML et place le quartier général à Beni près de Butembo. À ce moment, le RCD-KML ne contrôle plus que la région du *grand Nord*.<sup>109</sup>

Mais une fois qu'il devient clair que Kabila ne pourra être renversé, la communauté internationale change de perspective et pousse aux accords de cessez-le-feu de Lusaka de juillet 1999<sup>110</sup>.

A partir de ce moment, alors que le RCD-Goma et le MLC de Jean-Pierre Bemba, nouvel instrument de l'Ouganda, continuent à se battre avec les troupes régulières, le RCD-KML change petit à petit de position. Ainsi, à l'inverse des autres mouvements, dès 1999, le RCD-KML cesse les combats. Après la mort du *Mzee* Kabila et l'avènement de Joseph Kabila Kabange - beaucoup moins détesté par la communauté internationale (Etats-Unis, Belgique et France principalement) que ne l'était le *mzee*<sup>111</sup> – le RCD-KML, à l'inverse du RCD-Goma et du MLC, apporte son soutien à l'action gouvernementale allant jusqu'à retirer son candidat Nyamwisi en faveur de Kabila dès le premier tour des élections présidentielles<sup>112</sup>! Aujourd'hui le RCD-KML fait toujours partie de l'AMP

<sup>104</sup> BRAECKMAN Colette, *Les nouveaux prédateurs*, Bruxelles, Editions Aden, 2009, p.77

<sup>105</sup> MARTENS Ludo, *Kabila et la révolution congolaise*, tome 1, Anvers, Editions EPO, 2002, p.282

<sup>106</sup> *Mzee* signifie « vieux » en kiswahili et n'a rien de péjoratif; c'est une marque de respect et de reconnaissance de la sagesse d'autrui et n'est pas nécessairement lié à l'âge. Laurent-Désiré Kabila était (et est toujours!) appelé *Mzee* par la population.

<sup>107</sup> BRAECKMAN Colette, *Les nouveaux prédateurs*, Bruxelles, Editions Aden, 2009, p.81

<sup>108</sup> Recrutés principalement parmi les pro-rwandais et ougandais de l'AFDL mais aussi parmi les mobutistes, certaines fractions maï-maï, certains membres de l'UDPS, etc.

<sup>109</sup> Voir carte en annexe.

<sup>110</sup> MARTENS Ludo, *Kabila et la révolution congolaise*, tome 1, Anvers, Editions EPO, 2002, p.632

<sup>111</sup> BRAECKMAN Colette, *Les nouveaux prédateurs*, Bruxelles, Editions Aden, 2009, p.172

<sup>112</sup> <http://www.congo-actualites.net/spip.php?article840>

(Alliance pour la Majorité présidentielle) et du gouvernement congolais.

Bref, le RCD-KML basé dans le *grand Nord* et dirigé par le *nande* Nyamwisi suit la politique de l'impérialisme: guerre contre L.-D. Kabila, paix de Lusaka, soutien au gouvernement de J. Kabila.

Dans la lutte politique ici poussée à son paroxysme, les commerçants *nande* se comportent en appendices de l'impérialisme confirmant ainsi nos affirmations issues de l'étude de leurs positionnements économiques.

### 2.2.2. Organisation des travailleurs salariés

Comme nous l'avons vu dans la première partie, les travailleurs salariés le sont soit à l'usine pour la fabrication de produits manufacturés, soit dans les champs, soit les deux.

Peu nombreux (entre 5% et 10% de la population), ils disposent néanmoins d'organisations économiques: les syndicats.

Tout d'abord, l'UNTC – Union nationale des travailleurs du Congo - est le syndicat majoritaire des travailleurs au Congo et dans la région de Butembo également.

Alors que durant les années '60 existent plusieurs syndicats, en janvier 1967 ceux-ci sont fusionnés pour former l'UNTC (qui deviendra UNTZa par la suite avec le changement de nom du pays) dans le cadre de la politique d'unanimisme mise en place par Mobutu<sup>113</sup>.

L'UNTZa est alors totalement soumise au MPR, parti-Etat de Mobutu. Ce n'est qu'en 1990, après les « consultations populaires » pour connaître la volonté du peuple et l'instauration du multipartisme et du pluralisme syndical<sup>114</sup> que l'UNTZa peut se libérer petit à petit du joug présidentiel.

Mais le caractère de l'UNTC ne semble que très peu avoir changé. Aujourd'hui, le syndicat est très lié au parti au pouvoir - le PPRD de Joseph Kabila - et ne conteste que très peu les actes du gouvernement.

Ses actions se bornent d'ailleurs, selon l'UNTC elle-même, à « faire respecter le code du travail »; par exemple, l'UNTC ne recourt jamais aux actions de grève<sup>115</sup> estimant que le rôle d'un syndicat est

<sup>113</sup> NDAYWEL E NZIEM Isidore, *Histoire générale du Congo – De l'héritage ancien à la République Démocratique*, Paris et Bruxelles, De Boeck et Larcier, 1998, p.667

<sup>114</sup> *Ibid.*, p.765

<sup>115</sup> Il arrive à l'UNTC de soutenir des grèves mais ne les initie jamais.

principalement d'informer. Un responsable décrit l'activité du syndicat ainsi: « *Nos membres nous préviennent que dans leur entreprise le code du travail n'est pas respecté, nous allons alors discuter avec le patron pour essayer de résoudre le problème ; si un accord ne peut être trouvé, nous allons aller interpeller l'inspecteur du travail. Le litige est alors de son ressort.* ».

Néanmoins, il arrive que les travailleurs puissent déborder l'action du syndicat comme ce fût le cas dans l'entreprise *Pharmakina* où les travailleurs ont mené une grève durant trois mois pour le respect du SMIC.

Cependant, l'UNTC, même s'il est le syndicat majoritaire, ne compte que peu de membres<sup>116</sup> et pour la plupart des salariés fonctionnaires ou de bureaux. Ceci est dû au fait que le syndicat voyant sa mission comme le fait de faire respecter le contrat de travail, il n'est utile que pour les gens possédant un contrat de travail, ce qui n'est que très rarement le cas pour les ouvriers en usine ou en plantation qui ne voient dès lors pas l'utilité du syndicat.

Dans le même ordre, un autre syndicat existe à Butembo: la CSC – Confédération syndicale du Congo. Créée lors de l'instauration du pluralisme syndical, la CSC ne diffère pas fondamentalement dans ses buts ni dans ses moyens de l'UNTC. Son existence a d'ailleurs le but de renforcer le syndicalisme en le multipliant: « *plus on est à surveiller, moins d'infractions nous échapperont!* ».

La confédération, encore plus que l'UNTC, souffre d'un manque de membres et ceux-ci sont encore moins représentatifs car principalement dans le para-étatique. Tous sont des travailleurs « privilégiés » au vue du salariat moyen puisqu'ils jouissent d'un contrat de travail.

« *Nous ne savons pas défendre les journaliers puisque notre travail consiste à faire respecter le contrat de travail et que ceux-ci n'en ont pas* » est le discours des permanents syndicaux.

### **2.2.3. Organisation de la « plèbe »**

Les masses non salariées des villes forment davantage une masse qu'une classe vu leurs intérêts non convergents voire opposés. Cela se confirme dans leur organisation qui relève du corporatisme.

Ainsi, chaque corps de métier possède sa propre organisation et a très peu de lien avec les autres.

Nous pouvons ici citer par exemple les mamans vendeuses de souliers organisées dans AMaVeS – l'Association des Mamans Vendeuses de Souliers ou les taxis organisés dans l'ATaMoV –

---

<sup>116</sup> 733 membres cotisants et 371 non-cotisants pour le territoire de Lubero et la ville de Butembo.

l'Association des Taxis Motos et Voitures.

En général, ces associations ont un rôle d'entraide mutuelle, de règlement des différends et de limitation de l'accès aux métiers comme l'avaient jadis les corporations du Moyen-Âge européen.

Par exemple, l'AMaVeS permet aux mamans d'acheter collectivement, grâce à leur cotisation, du pétrole pour les lampes, des bâches pour protéger leurs commerces contre la pluie ou des toilettes.

L'ATaMoV permet aux taxis de fixer un tarif commun pour limiter la concurrence entre eux et leur permet aussi de jouir d'une certaine confiance des usagers grâce à un système de contrôle des taximen par numéro de dossard<sup>117</sup>.

Ces masses sont souvent liées aux commerçants par leur travail: les mamans vendeuses de souliers achètent ceux-ci aux commerçants qui les importent, les taxis achètent leur moto à ces mêmes commerçants ou sont à leur service puisqu'ils conduisent la moto propriété d'un commerçant contre une rente hebdomadaire. Cependant, jamais ces groupes ne se liguent contre les commerçants pour obtenir des avantages car même s'ils peuvent être organisés, leur situation professionnelle ne leur permet pas de faire pression sur ces commerçants qui peuvent toujours jouer sur la concurrence existant entre eux.

Ainsi par exemple, les mamans vendeuses de souliers affirment que les commerçants sont des « ingrats » puisque ils leur vendent les souliers beaucoup plus cher qu'ils les ont importés. Cependant elles sont incapables de faire pression sur le commerçant pour faire baisser ces prix: leur statut d'indépendant leur interdit la grève et le commerçant sait utiliser des mamans moins solidaires pour éviter un éventuel boycott.

#### **2.2.4. Organisation de la paysannerie**

Comme nous l'avons vu, la paysannerie est loin de former une classe homogène. Elle va du commerçant pratiquant l'élevage avec l'aide de sa famille élargie au petit paysan louant moins de 0,4ha ce qui lui permet à peine de se nourrir lui et sa famille. Il est donc difficile dans ses conditions de s'organiser largement pour la défense d'intérêts communs.

Néanmoins, une organisation paysanne existe dans la région de Butembo mais elle ne représente pas l'ensemble de la paysannerie comme nous le verrons.

<sup>117</sup> Chaque chauffeur de taxi porte une chasuble affublée d'un numéro de dossard. Ainsi si la marchandise que le client faisait transporter est volée, celui-ci peut aller se plaindre à l'ATaMoV qui saura à qui réclamer la marchandise volée grâce au numéro de dossard.

Le SYDIP – Syndicat de Défense des Intérêts Paysans - est né en 1993 dans le cadre de la libéralisation du régime de Mobutu. Jusqu'alors, les paysans n'étaient pas organisés puisque le syndicat unique UNTZa (aujourd'hui UNTC) ne reconnaissait pas le statut de « travailleur » aux paysans.

Le SYDIP divise l'activité agricole en cinq catégories:

- les paysans étant dans une situation d'insécurité alimentaire, louant des terres soit à des chefs soit à des commerçants et détenant de 0,1 à 0,4ha, qui représentent de 40% à 50% de la population,
- les paysans étant dans une situation de sécurité alimentaire, locataires stabilisés travaillant de 0,5 à 1ha
- la planification d'affaires: à partir d'1ha, les paysans se nourrissant eux et leur famille et capable de vendre un peu
- les fermes commerciales: elles vont au delà de la main d'œuvre familiale, ils louent les services souvent à la première catégorie.
- les fermes intégrées dans la chaîne de valeurs: 50, 100, 200ha.

Il s'agit là de catégories ayant entre elles des intérêts inconciliables. C'est pour cela que le SYDIP ne défend que les trois premières catégories soit les petits paysans sans-terres et paysans parcellaires.

Le travail du syndicat consiste à revendiquer des actes politiques comme la mise en loi du droit coutumier ou la mise en place d'un code agricole à côté des codes minier et forestier.

Mais il consiste également en des actes de coopération: pour la vente des productions paysannes en gros pour avoir un meilleur prix, la construction d'entrepôts en ville pour stocker la marchandise invendue au marché à la fin de la journée afin d'éviter que les paysans ne la brade pour ne pas la porter de nouveau jusqu'au village, etc.

Le SYDIP a une représentativité réelle dans la paysannerie puisqu'il revendique 15.000 membres au Nord-Kivu, dans la Province orientale et un peu au Sud-Kivu, ce qui est en fait peu en pourcentage mais beaucoup au vu des difficultés rencontrées pour pénétrer dans les territoires du sud du Nord-Kivu et du nord du Sud-Kivu.

Au niveau politique, le SYDIP soutient plus ou moins le MSR – Mouvement Social pour le

Renouveau - dont un des députés provinciaux est l'ancien secrétaire général du SYDIP.

### **2.3. Le rôle de la politique**

Comme nous l'avons dit précédemment, la lutte politique est le sommet de la lutte de classes. Sans lutte politique, pas d'hégémonie politique et sans celle-ci, pas de réalisation des intérêts objectifs de classe à long terme.

Mais comme nous l'avons vu également, seule les commerçants de la ville de Butembo semblent avoir leur propre instrument politique, le RCD-K/ML et, dans une moindre mesure, la paysannerie pauvre avec le MSR.

De quoi relèvent alors les partis politiques congolais? Et principalement le PPRD, parti du président Joseph KABILA KABANGE? Et quid des partis issus des ex-rébellions - RCD-Goma et MLC -ainsi que des partis « civils », tels l'UDPS d'Etienne TSHISEKEDI et le PALU d'Antoine GIZENGA, etc.?

#### **2.3.1. Rappel historique**

Joseph KABILA KABANGE est arrivé au pouvoir après la mort de son père le *Mzee*. Dirigeant du système transitoire 4+1, il a été finalement élu en 2006 avec 58% des voix devant Jean-Pierre BEMBA du MLC.

Auparavant, le maréchal MOBUTU avait été lâché par ses soutiens occidentaux après la chute du Mur de Berlin. C'est que les régimes dictatoriaux - que leurs dirigeants justifiaient par la nécessité de lutter contre le communisme - avaient perdu une grande partie de leur raison d'être après la défaite de celui-ci<sup>118</sup>. Les puissances occidentales ont donc fait pression sur ces dirigeants pour qu'ils engagent leurs régimes dans la voie de la « démocratisation ». Au Congo, cela prit la forme de la *Conférence Nationale Souveraine* dirigée par Etienne TSHISEKEDI<sup>119</sup>.

Vu le peu d'avancées de celle-ci, les Américains se sont alors résolus à soutenir Laurent-Désiré KABILA, ex-rebelle maoïste.

Pour stabiliser le pays face à la faillite du régime mobutiste, les puissances occidentales, Etats-Unis

<sup>118</sup> KABAMA Bob, *Séminaire de géopolitique de l'Afrique subsaharienne*, Notes de cours, Université de Liège, année académique 2007-2008.

<sup>119</sup> MARTENS Ludo, *Kabila et la révolution congolaise*, tome 1, Anvers, Editions EPO, 2002, p.50

en tête, étaient prêt à accepter le pouvoir d'un homme qui garantirait l'ordre et la sécurité.

Après l'échec de la seconde guerre déclenchée contre L.-D. KABILA par ses anciens alliés et l'assassinat de celui-ci, les puissances acceptèrent de renouveler l'expérience avec son fils.

Mais « *les grands événements de l'histoire mondiale surgissent pour ainsi dire deux fois [...] : la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce.* »<sup>120</sup>

### 2.3.2. Le bonapartisme

Habituellement, en régime capitaliste, le régime préféré par la bourgeoisie est la démocratie parlementaire. Elle lui permet de concilier les intérêts de ses différentes franges et de maintenir le calme parmi les masses avec un paravent démocratique.

Mais quand ce régime est en crise, il arrive à la bourgeoisie au pouvoir de faire appel à un homme providentiel prêt à assurer l'ordre: c'est le bonapartisme<sup>121</sup>.

C'est un peu ce qui s'est passé en RDC lors de la prise de pouvoir de Joseph KABILA. L'impérialisme n'arrivait plus à trouver une issue à la guerre en cours: d'un côté, le régime qu'il combattait n'avait plus à sa tête l'homme tant détesté et, de l'autre, les rebelles qu'il soutenait n'arrivaient pas à l'emporter. Face à cette crise, la bourgeoisie a fait de Joseph KABILA son homme. Non issu de la bourgeoisie, ni du « bas peuple », KABILA n'a été que militaire et homme d'Etat.

Le bonapartisme n'a pas non plus de programme politique hormis celui de maintenir l'ordre. Mais, s'il est susceptible de porter des coups ou de faire des concessions aux divers camps en présence suivant les situations et les moments, il joue en fait pour l'intérêt du plus fort, celui qui a déjà le pouvoir économique.<sup>122</sup>

Mais, n'étant pas issu et ne s'appuyant pas sur la bourgeoisie ni sur les classes dominées, le pouvoir doit bien s'appuyer sur quelque chose.

« *Un gouvernement qui s'élève au-dessus de la nation n'est pourtant pas suspendu dans le vide. L'axe véritable du gouvernement actuel passe par la police, la bureaucratie, la clique militaire.* »<sup>123</sup>

<sup>120</sup> MARX Karl, *Le dix huit brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, Editions sociales, 1984, p.69

<sup>121</sup> GRANT Ted, *Démocratie ou bonapartisme en Europe?*, Tedgrant.org, <[www.tedgrant.org/francais/1946/democratie-bonapartisme.htm](http://www.tedgrant.org/francais/1946/democratie-bonapartisme.htm)> (consulté le 01/08/2009)

<sup>122</sup> TROTSKY Léon, *Bonapartisme et fascisme*, [www.marxists.org](http://www.marxists.org), <<http://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1934/07/lt19340715.htm>> (consulté le 01/08/09)

<sup>123</sup> *Idem*

Et c'est justement là-dessus que s'appuie le régime actuel.

Le Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie (PPRD), parti au pouvoir, a d'ailleurs été fondé expressément pour garantir une majorité parlementaire au président. Ses membres ne sont majoritairement pas des bourgeois, ni des ouvriers ou des paysans. Le parti n'a pas vraiment d'appartenance de classe.

Ainsi, le PPRD rassemble tous les éléments hors des classes essentielles de la société ayant un intérêt quelconque dans la participation au pouvoir: militaires et fonctionnaires espérant un avancement, *lumpenproletariat* nouveau et ex-rebelle, etc.

Jean-Pierre BEMBA, en se présentant aux élections présidentielles avec le MLC, avait la même ambition, celle de devenir le garant de l'ordre tant demandé par l'Occident. Malheureusement pour lui, il échoua dans sa tâche et un bonapartiste qui échoue finit derrière les barreaux ou en exil<sup>124</sup> comme c'est le cas aujourd'hui pour BEMBA à La Haye.

### 2.3.3. Les autres

Ce qui nous venons de dire est valable pour les deux partis dominants aujourd'hui au sein du parlement congolais: PPRD et MLC.

Mais quelques autres partis ont une certaine place dans la politique congolaise: le PALU d'Antoine Gizenga et d'Adolphe Muzito, ancien et actuel premier ministre de la présidence de Joseph Kabila; l'UDPS d'Etienne Tshisekedi ancien premier ministre de la CNS sous Mobutu; et à Butembo, la COFODEC, le MSR ainsi que le DCF/Nyamwisi.

Pour la plupart, ces partis ont été créés lors de la période de transition « démocratique » sous Mobutu. L'UDPS a été le premier à se lancer dans l'aventure suivi d'innombrables autres.

Ces partis avaient avant tout l'ambition de se faire une place au soleil à l'abri de la présidence de Mobutu et il n'ont su comment réagir lorsque les Occidentaux sont passés du soutien à la CNS et à Tshisekedi au soutien à la lutte armée de l'AFDL.

Pour la plupart, ces partis sont des soutiens plus ou moins fiables de l'impérialisme. Plus ou moins fiables et plus ou moins rusés puisque l'UDPS, par exemple, a décidé de boycotter les élections présidentielles de 2006, premières élections démocratiques depuis 1960, alors que celles-ci étaient

---

<sup>124</sup> Comme ce fût le cas pour Napoléon Ier, Napoléon III, Mobutu, etc. après leur chute.

soutenues par la communauté internationale. Geste regretté d'ailleurs puisque l'UDPS a décidé de participer aux prochaines élections<sup>125</sup> et que ses dirigeants s'activent en Europe pour trouver des soutiens.

Les plus rusés sont parvenus à s'accrocher au pouvoir en suivant la ligne de la communauté internationale et en participant aux gouvernements de Joseph Kabila comme le MSR (créé lui en 2006) et le PALU.

La plupart de ces partis, en plus d'avoir une idéologie assez floue, s'appuient généralement sur un groupe ethnique particulier de la population à défaut de s'appuyer vraiment sur une classe sociale interne.

Ainsi, le PALU est vu comme le parti du Bandundu, région d'origine d'Antoine Gizenga; l'UDPS comme un parti kasaïen pour les *baluba*, région et tribu d'origine de Tshisekedi; etc.

### 2.3.4. Bilan

Nous pouvons donc voir que la politique, champ traditionnel de la lutte de classes, n'occupe pas cette fonction de manière directe en RDC.

Au contraire, la politique congolaise actuelle semble avoir pour fonction de nier la lutte de classes, avec des partis défendant une ethnie particulière (même si ils le nient formellement) ou des partis nationaux défendant avant tout l'ordre et se plaçant *au dessus* des classes (bonapartisme).

## 3. Synthèse

Nous avons désormais tous les éléments factuels et théoriques pour répondre à la question posée : quelle classe sociale pour construire un Etat-Nation indépendant en RDC?

Il nous reste cependant à expliquer avec précision ce que nous entendons par ce terme.

### 3.1. Qu'est ce qu'un « Etat-Nation indépendant »?

Nous avons déjà abordé cette question lors des prémisses théoriques, mais il est utile d'en rappeler

---

<sup>125</sup> [http://udpsonline.com/article.php?id\\_art=1615](http://udpsonline.com/article.php?id_art=1615)

les quelques éléments essentiels:

- Un Etat: Un Etat est tout d'abord un *gouvernement effectif* capable de gouverner l'ensemble du territoire soumis à son administration et qui détient le monopole de la violence légale. C'est-à-dire en résumé, la capacité de la classe hégémonique au pouvoir (détenant le pouvoir d'Etat) de réprimer les tentatives d'autres classes pour empiéter sur son pouvoir<sup>126</sup>.

C'est ensuite une *force économique* capable d'être un instrument au service de cette classe sociale hégémonique pour son développement, comme l'ont été les Etats européens quand ils ont construit les infrastructures qui étaient nécessaires aux capitalistes pour leur développement mais dont ceux-ci estimaient le coût trop important pour les réaliser directement eux-mêmes (comme les chemins de fer ou les autoroutes).

- Un Etat-Nation: « *Elle [la Nation] apparaît si [...] une classe qui contrôle l'appareil central d'Etat assure une unité économique à la vie de la communauté, c'est-à-dire si l'organisation par cette classe dominante de la génération du surplus comme celle de sa circulation et de sa distribution solidarisent le sort des provinces* ». <sup>127</sup>

La Nation est, au-delà de cela, surtout une question de sentiment d'appartenance à un groupe ayant une base quelconque. La Nation solidifie l'Etat puisqu'elle fait jouer un sentiment de destin commun entre les différents membres de l'Etat-Nation<sup>128</sup>.

- Un Etat-Nation indépendant: Enfin, une classe sociale peut très bien unifier un espace groupant un peuple dans un Etat en étant extérieure à ce peuple. Ainsi par exemple, l'Inde ou la plupart des Etat latino-américains et des Etats africains ont été unifiés et/ou constitués par l'envahisseur européen.

Ils étaient donc des Etats au service d'une classe étrangère, de l'impérialisme.

Un Etat-Nation est indépendant lorsqu'une classe nationale dirige l'Etat au profit d'une classe nationale (souvent à son propre profit).

Cette classe nationale doit avoir des intérêts plus ou moins liés à ceux du peuple dans son entièreté. Par exemple, quand la France a fait sa transition du féodalisme au capitalisme et que la bourgeoisie a mené la Révolution; ses intérêts étaient plus ou moins liés à ceux du peuple (des paysans) français qui voyait les forces productives augmenter comme jamais auparavant, la

<sup>126</sup> LENINE, *De l'État*, Pékin, Editions en langues étrangères, 1970, 23p.

<sup>127</sup> AMIN Samir, *Le développement inégal*, Paris, Les éditions de minuit, 1973, p.21

<sup>128</sup> *Idem.*

richesse globale de la société augmenter (sans toutefois pouvoir en bénéficier) mais voyait surtout se présenter là une opportunité de se débarrasser, avec la bourgeoisie, de leur ennemi commun: la noblesse féodale.<sup>129</sup>

### **3.2. La RDC n'est pas un Etat-Nation indépendant**

Au vu de ces éléments, nous pouvons affirmer que la République Démocratique du Congo n'est aujourd'hui pas un Etat-Nation indépendant.

Tout d'abord, l'Etat congolais est incapable d'imposer sa volonté et son monopole de la violence à l'ensemble du territoire. Ainsi, toujours à l'heure où nous écrivons ces lignes, des troupes rebelles rwandaises sèment la terreur au sud du Nord-Kivu (les FDLR), les rebelles ougandais de la *Lord's Resistance Army* font de même dans la Province Orientale, il y a quelques mois le rebelle Nkunda paraissait avec ses troupes dans les territoires de Rutshuru, et cela sans parler des différents groupes maï-maï opérant au Kivu et de la MONUC<sup>130</sup>.

Parler de réel Etat en RDC est donc un pari audacieux.

Ensuite, l'Etat ne joue actuellement aucun rôle pour encourager la création d'une économie: les routes sont inexistantes, les fleuves impraticables, l'électricité est absente de nombreux endroits (notamment Butembo), l'administration est défailante, etc.

Et ceci n'a rien d'étonnant quand on considère le budget de l'Etat - à peine 4,9 milliards d'USD pour l'année 2009<sup>131</sup> - et le remboursement de la dette, qui représente plus ou moins 10% des dépenses de l'Etat (en 2008).<sup>132</sup>

Ce dernier élément nous fait aussi dire que la RDC n'est pas indépendante puisque sa politique lui est dictée par les institutions financières internationales et par le capital étranger. Ainsi, le PDG de ce qui fût le fleuron de l'économie zaïroise, l'entreprise publique Gécamines, est aujourd'hui canadien en la personne de Paul Fortin, recommandé par la Banque Mondiale.

De même, les codes forestiers et miniers ont eux aussi été inspirés par le FMI et la BM.<sup>133</sup>

<sup>129</sup> MOORE Barrington, *Les origines sociales de la dictature et de la démocratie*, Paris, François Maspero, 1969, p.71

<sup>130</sup> Mission des l'ONU au Congo.

<sup>131</sup> <http://www.africanmanager.com/articles/119876.html>

<sup>132</sup> [http://www.ministeredubudget.cd/budget2008/budget2008\\_synthes.pdf](http://www.ministeredubudget.cd/budget2008/budget2008_synthes.pdf)

<sup>133</sup> CADTM, *A qui profitent toutes les richesses du peuple congolais – Pour un audit de la dette congolaise*, Liège, Editions CADTM, 2006, p.34-35

On peut dire qu'aujourd'hui la RDC est un Etat « sous tutelle »<sup>134</sup>.

Cependant, si la RDC n'est pas un Etat à part entière et est encore moins indépendante, le peuple congolais existe bel et bien comme peuple, comme « Nation ».

Si la plupart des nations se sont sans doute formées en opposition à quelque chose, c'est aussi le cas du peuple congolais qui s'est définitivement affirmé en opposition aux invasions rwandaises et ougandaises. Ainsi, Colette Braeckmann raconte comment, à l'appel de L.-D. Kabila et d'Abdoulaye Yerodia Ndombasi, le peuple kinois s'est mis à ériger des barrages, à organiser des rondes nocturnes<sup>135</sup>, etc. afin de protéger la patrie contre les envahisseurs ou comment le peuple du Kivu est resté fidèle à Kinshasa en refusant le pouvoir des rebelles.<sup>136</sup>

Les habitants de Kinshasa ont aussi été jusqu'à se battre à mains nues et à brûler vifs les envahisseurs<sup>137</sup>, les « tutsis ».

A partir de ce moment-là, les Congolais ont effectivement formé une « Nation », un peuple dont la destinée est unie par une volonté commune de vivre ensemble.

### **3.3. Quelle classe sociale pour construire un Etat-Nation indépendant en RDC?**

Comme nous venons de l'indiquer, la RDC est une Nation sans réel Etat et sans indépendance effective. Les infrastructures économiques étant, en dernière instance, le déterminant des structures politiques, cette situation est principalement due à la nature de formation sociale du capitalisme périphérique du pays comme nous l'avons vu dans la première partie.

Mais quelle classe sociale pourrait donc avoir la capacité de faire passer la RDC du capitalisme périphérique à un système qui développe le pays de manière auto-centrée, c'est-à-dire au final de s'opposer à l'impérialisme.

Cette capacité est fonction des intérêts objectifs de chaque classe ainsi que de leur capacité de réaliser ces intérêts.

<sup>134</sup> CROS Marie-France et MISSER François, *Géopolitique du Congo (RDC)*, Bruxelles, Editions complexe, 2006, p.125

<sup>135</sup> BRAECKMAN Colette, *Les nouveaux prédateurs*, Bruxelles, Editions Aden, 2009, p.91

<sup>136</sup> BRAECKMAN Colette, *Les nouveaux prédateurs*, Bruxelles, Editions Aden, 2009, p.102

<sup>137</sup> MARTENS Ludo, *Kabila et la révolution congolaise*, tome 1, Anvers, Editions EPO, 2002, p.421

Tout d'abord, la classe des commerçants est sans doute la seule capable d'agir consciemment pour la réalisation de ses intérêts objectifs. Elle est dotée d'une organisation économique ainsi que d'une organisation politique (nous parlons ici pour la classe commerçante observée à Butembo, les commerçants *nande*.)

Cependant les intérêts de cette classe sont liés à ceux de l'impérialisme. Cette classe est un appendice de celui-ci, par son rôle d'intermédiaire national pour le capital étranger, par son rôle de distributeur national des marchandises étrangères, etc.

Même si, à l'avenir, un rôle indépendant peut émerger via l'industrie naissante pour cette classe, à l'heure actuelle cette industrie est trop marginale dans l'activité des commerçants et ne peut se développer sans interventions étatiques (routes, électricité, etc.) aujourd'hui bloquées par les institutions financières internationales (FMI, BM)

De plus, l'expérience nous montre qu'à la première petite tentative de développement auto-centré proposé par le *Mzee* Kabila, cette classe s'est rangée totalement dans le camp opposé à cette transformation et a suivi du début à la fin la politique de l'impérialisme dans tous ses tournants.

Ensuite, la paysannerie, la classe sociale la plus nombreuse dans la région de Butembo et en RDC en général, a, quand à elle, globalement des intérêts opposés à ceux de l'impérialisme. Ses intérêts objectifs pourraient donc l'opposer à celui-ci.

Elle s'est également dotée d'une organisation servant plus ou moins ses intérêts objectifs. Mais comme nous l'avons également vu, la paysannerie est généralement incapable de mener une lutte pour le pouvoir lorsque elle se trouve acteur d'un mode de production non dominant, ce qui est aujourd'hui le cas. Elle a tendance à se faire polariser par les deux classes fondamentales en opposition au sein du mode de production dominant, ici le MPC.

Ensuite encore, la « plèbe », qu'on peut difficilement caractériser comme classe, mais plutôt comme masse. Elle est incapable d'agir réellement collectivement vu sa difficulté à s'unir à cause de la concurrence qui règne en son sein, chaque corps de métier restant plus ou moins organisé indépendamment. Malgré un « ennemi » commun, les masses plébéiennes des villes sont incapables de trouver des revendications communes et donc de s'organiser collectivement vu la relative indépendance de leur mode d'insertion dans le mode de production.

Enfin, la classe ouvrière est peu nombreuse. Ses intérêts sont diamétralement opposés à ceux de l'impérialisme et à ceux de la bourgeoisie, des « commerçants ». Elle a aussi l'avantage de se situer dans le MPC, le mode de production dominant, et donc, théoriquement, de ne pas se faire « satelliser » par d'autres classes.

Cependant, actuellement, la classe ouvrière n'est pas vraiment organisée: les syndicats censés la représenter n'ont même pas l'idée de prendre la défense de ses intérêts objectifs et jouent plus le rôle de relais du pouvoir auprès de celle-ci comme ils le jouaient à l'époque de Mobutu et du Parti-Etat.

Elle ne dispose pas non plus d'un parti pour elle-même.

### **3.4. Conclusion**

Au final donc, et dans l'état actuel des choses, on voit mal quelle classe pourrait s'opposer avec succès à l'impérialisme. Les classes antagonistes-unies du mode de production dominant, et donc les plus susceptibles de polariser autour d'elles la lutte de classe sont à l'heure actuelle incapables de réaliser cette tâche. Les commerçants, par décalage par rapport à leurs intérêts objectifs, la classe ouvrière par l'absence de conscience de classe.

Ni l'une ni l'autre de ces deux classes n'est donc capable aujourd'hui de tirer derrière elle la société congolaise face à l'impérialisme. La « société » congolaise, c'est aujourd'hui principalement la paysannerie qui représente l'écrasante majorité de la population et c'est au final dans son choix que résidera l'avenir du pays: commerçants, classe ouvrière ou inertie.

En d'autres temps, à l'époque de l'URSS, on aurait pu estimer qu'une certaine *intelligentsia* aurait pu mener la paysannerie dans une forme de lutte de libération nationale comme ce fut le cas par exemple avec le FLN en Algérie ou, dans un contexte plus récent et plus proche du Congo, le MPLA en Angola et le FRELIMO au Mozambique.

Cette *intelligentsia* avait pu jouer un rôle en proposant à la paysannerie un modèle de société calqué sur ceux de l'Union soviétique et de la Chine, en étant aidée, pendant la lutte pour l'indépendance, par l'argent et les armes de ces pays et, par la suite, par des relations politiques et économiques privilégiées avec eux. Mais, la disparition de l'URSS et l'évolution de la Chine rendent obsolètes cette perspective.

En terme de perspectives, nous pouvons penser qu'un développement industriel favoriserait la possibilité d'un passage à la modernité et à une plus grande indépendance: soit par l'autonomisation économique et donc politique de la classe des commerçants vis-à-vis de l'impérialisme, soit par l'agrandissement, l'organisation et donc le rôle croissant de la classe ouvrière.

La première possibilité nous semble néanmoins fort peu probable pour plusieurs raisons : l'absence totale de tentative d'émancipation nationale réelle de la part de la faible bourgeoisie congolaise au cours des cinquante dernières années ; le fait que cette absence de volonté n'est pas une exclusivité congolaise mais qu'elle est générale dans tous les pays placés dans une situation de faiblesse aussi marquée face à l'impérialisme ; et enfin le fait que ce rôle émancipateur a toujours été rempli par une ou des classes opposées à la grande bourgeoisie nationale ainsi qu'à l'impérialisme (ouvriers et paysans russes, paysans chinois, *intelligentsia* et paysannerie cubaine, etc.)

De plus, on voit mal comment ce développement industriel, même faible, pourrait avoir lieu dans le double cadre du « Consensus » de Washington et de la dette de la RDC qui empêchent tout interventionnisme étatique et donc tout développement des infrastructures nécessaires à un développement industriel, même minime. La possibilité que se poursuivent l'inertie de la société et le cycle de misère dans laquelle elle se trouve est donc loin d'être à exclure et est sans doute même, malheureusement, le scénario le plus probable.

La construction d'un Etat-Nation indépendant en RDC sera donc un processus long et difficile. Deux conditions essentielles seront nécessaires pour enclencher ce processus : la capacité d'action autonome de la classe ouvrière ou des commerçants et la mise en action de la paysannerie à son profit par cette classe capable d'action autonome.

Espérons donc, pour l'avenir des Congolais, qu'une classe sociale, et l'Histoire nous incite à croire qu'il devrait s'agir de la classe ouvrière alliée à la paysannerie, soit capable de prendre en main l'avenir du pays, de l'émanciper et de construire un avenir prospère et indépendant pour chacun.

*« Je veux qu'on dise que l'avenir du Congo est beau et qu'il [...] attend de chaque Congolais, d'accomplir la tâche sacrée de la reconstruction de notre indépendance et de notre souveraineté, car sans dignité il n'y a pas de liberté, sans justice il n'y a pas de dignité, et sans indépendance il n'y a pas d'hommes libres. » Patrice Lumumba*

## Liste des acronymes

AFDL	Alliance des forces démocratiques pour la libération (du Congo-Zaïre)
AMAVES	Association des mamans vendeuses de souliers
ATAMOV	Association des taxis motos et voitures
BM	Banque mondiale
CAM-JD	Centre d'apprentissage de métiers à la jeunesse désœuvrée et délaissée
CNS	Conférence nationale souveraine
COFEDEC	Convention des fédéralistes pour la démocratie chrétienne
CSC	Confédération syndicale du Congo
DCF	Démocratie chrétienne fédéraliste
FDLR	Forces démocratiques pour la libération du Rwanda
FEC	Fédération des entreprises du Congo
FLN	Front de libération nationale (Algérie)
FMI	Fond monétaire international
FRELIMO	Front de libération du Mozambique
MLC	Mouvement de libération du Congo
MONUC	Mission de l'ONU en RDC
MPC	Mode de production capitaliste
MPLA	Mouvement populaire de libération de l'Angola
MSR	Mouvement social pour le renouveau
PALU	Parti lumumbiste unifié
PPRD	Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie
RCD	Rassemblement congolais pour la démocratie
RCD-K/ML	Rassemblement congolais pour la démocratie – Kisangani / Mouvement de libération
RDC	République Démocratique du Congo
SA.I.BU.	Savonnerie industrielle de Butembo
SYDIP	Syndicat de défense des intérêts paysans
UDPS	Union pour la démocratie et le progrès social
UNTC	Union nationale des travailleurs du Congo

## Bibliographie

### Ouvrages et articles

ABEMBA BULAIMU, Le mode de production lignager face à la traite arabe et à la colonisation. Le cas des collectivités locales du Maniema, *Cahiers du CEDAF*, N°6-7, 1979, 56p.

AMIN Samir, *L'accumulation à l'échelle mondiale*, tome 1, Paris, Editions Anthropos, 1976, 502p.

AMIN Samir, *L'accumulation à l'échelle mondiale*, tome 2, Paris, Editions Anthropos, 1976, 446p.

AMIN Samir, *Le développement inégal*, Paris, Les éditions de minuit, 1973, 365p.

BAGENDA Patient, Rentrée des classes de la démocratie, *La revue nouvelle*, septembre 2006, numéro 9, p.28-37

BRAECKMAN Colette, *Les nouveaux prédateurs*, Bruxelles, Editions Aden, 2009, 394p.

CADTM, *A qui profitent toutes les richesses du peuple congolais – Pour un audit de la dette congolaise*, Liège, Editions CADTM, 2006, 58p.

CENTRE D'ETUDES ET DE RECHERCHES MARXISTES, *Sur le « mode de production asiatique »*, Paris, Editions sociales, 1969, 347p.

COBUT Vincent, *Quel rôle pour la société civile congolaise au lendemain des élections de 2006?*, mémoire de licence en sciences politiques, Université de Liège, année académique 2007-2008.

CROS Marie-France et MISSER François, *Géopolitique du Congo (RDC)*, Bruxelles, Editions complexe, 2006, 142p.

ENGELS Friedrich, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, Paris, Editions sociales, 1971, 364p.

GOUERNEUR J., Le concept de travail productif et son utilité, *Contradictions*, décembre 1975, n°8, p.199-230.

GRANT Ted, *Démocratie ou bonapartisme en Europe?*, Tedgrant.org, <[www.tedgrant.org/francais/1946/democratie-bonapartisme.htm](http://www.tedgrant.org/francais/1946/democratie-bonapartisme.htm)> (consulté le 01/08/2009)

GUEVARA Ernesto, *Journal du Congo*, Paris, Mille et une nuits, 2009, 381p.

HERLAND Michel, A propos de la définition du travail productif. Une incursion chez les grands anciens, *Revue économique*, Année 1977, Volume 28, N°1, pp.109-133.

<[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/reco\\_0035-2764\\_1977\\_num\\_28\\_1\\_408307](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/reco_0035-2764_1977_num_28_1_408307)> (consulté le 02/08/2009)

KABAMA Bob, *Séminaire de géopolitique de l'Afrique subsaharienne*, Notes de cours, Université de Liège, année académique 2007-2008.

- KAZADI TSHAMALA, La formation du capital dans l'agriculture du Zaïre post-colonial: situation et perspectives, *Cahiers du CEDAF*, N°6-7, 1983, 140p.
- KIKA Mavunda, L'évolution de l'économie rurale congolaise face aux enjeux de la mondialisation, *Cahiers économiques et sociaux*, Vol.XXVI, N°1-3, 2004.
- LENINE, *De l'État*, Pékin, Editions en langues étrangères, 1970, 23p.
- LUKACS Georg, *Histoire et conscience de classe*, Paris, Les éditions de minuit, 1960, 381p.
- LUMPUNGU Kamanda, Régime des terres et crise agricole au Zaïre, *Revue africaine de développement*, vol.1, N°1, 1974, p.49-58.
- MACGAFFEY Janet, « State Deterioration and Capitalist Development : The Case of Zaïre », in BERMAN B.J. et LEYS C. (ed.), *African Capitalists in African Development*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1994, pp. 189-204
- MAQUET Jacques, *Pouvoir et société en Afrique*, Paris, Hachette, 1970, 256p.
- MARTENS Ludo, *Kabila et la révolution congolaise*, tome 1, Anvers, Editions EPO, 2002, 705p.
- MARX Karl et ENGELS Friedrich, *Le manifeste du Parti communiste*, www.marxists.org, <<http://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmfe18470000a.htm>> (consulté le 10/08/09)
- MARX Karl, *Le capital*, livre 1, sections I à IV, Paris, Flammarion, Champs, 1985, 442p.
- MARX Karl, *Le capital*, livre 1, sections V à VIII, Paris, Flammarion, Champs, 1985, 269p.
- MARX Karl, *Le capital*, livre 3, Moscou, Editions du progrès, 1984, 1000p.
- MARX Karl, *Le dix huit brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, Editions sociales, 1984, 226p.
- MOORE Barrington, *Les origines sociales de la dictature et de la démocratie*, Paris, François Maspero, 1969, 431p.
- MUMBERE MBULULA Joseph, *Diagnostic commercial d'une entreprise de distribution de produits de télécommunication cellulaire: cas de Shop ZAIN-SA.I.BU de 2004 à 2008*, Université du CEPROMAD (centre de promotion en management et développement – centre de Butembo), travail de fin de cycle 2008-2009, 2009, 72p.
- NDAYWEL E NZIEM Isidore, *Histoire générale du Congo – De l'héritage ancien à la République Démocratique*, Paris et Bruxelles, De Boeck et Larcier, 1998, 955p.
- PALUKU KITAKYA Anselme, *Interactions entre la gestion foncière et l'économie locale en région de Butembo, Nord Kivu, République démocratique du Congo*, Louvain-La-Neuve, Presses universitaires de Louvain, 2007, 302p.
- POULANTZAS Nicos, *Pouvoir politique et classes sociales*, tome I, Paris, François Maspero, 1972, 199p.

POULANTZAS Nicos, *Pouvoir politique et classes sociales*, tome II, Paris, François Maspero, 1972, 196p.

TERRAY E., Prolétaire, salaire, travailleurs productif, *Contradictions*, juillet-décembre 1972, N°2, p.111-149.

TERRAY E., Travailleurs productifs et improductifs, leur appartenance de classe, *Contradictions*, janvier-juin 1973, N°3, p.137-158.

TOUSSAINT Eric et MILLET Damien, *60 questions – 60 réponses sur la dette, FMI et la Banque mondiale*, Liège et Paris, Editions CADTM et Syllepse, 2008, 390p.

TOUSSAINT Eric, *Banque mondiale – Le coup d'Etat permanent*, Liège, Paris et Genève, Editions CADTM, Syllepse et CETIM, 2006, 310p.

TROTSKY Léon, *Bolchévisme contre stalinisme*, [www.marxists.org](http://www.marxists.org),  
<<http://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/bcs/bcs07.htm>> (consulté le 01/08/09)

TROTSKY Léon, *Bonapartisme et fascisme*, [www.marxists.org](http://www.marxists.org),  
<<http://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1934/07/lt19340715.htm>> (consulté le 01/08/09)

TROTSKY Léon, *La révolution permanente*, Paris, Editions Rieder, 1932, 382p.

VERHAEGEN Guy, Le développement de l'agriculture paysanne au Zaïre, *Zaïre-Afrique*, 13ème année, N°76, 1973, p.345-360.

## **Sites Internet**

Beni-Lubero Online, [www.benilubero.com](http://www.benilubero.com), consulté en juillet 2009

Catalogue de données Metafro Infosys, [www.metafro.be](http://www.metafro.be), consulté en février 2009

Carnets de Colette Braeckman, <http://blogs.lesoir.be/colette-braeckman/>, consulté en août 2009

Digital Congo, [www.digitalcongo.net](http://www.digitalcongo.net), consulté en juillet 2009

Journal Le Potentiel, [www.lepotentiel.com](http://www.lepotentiel.com), consulté en mai 2009

Marxists Internet Archives, [www.marxists.org/](http://www.marxists.org/), consulté en juillet 2009

Site de l'UDPS, [www.udps.net/](http://www.udps.net/), consulté en juillet 2009

Site de l'UNTC; [www.untc-congo.org/](http://www.untc-congo.org/), consulté en juillet 2009

Site de la Banque Mondiale, [www.banquemondiale.org](http://www.banquemondiale.org), consulté en mai 2009

Site de la CSC, [www.csc.cd/](http://www.csc.cd/), consulté en juillet 2009

Site de la FEC, [www.fec.cd/](http://www.fec.cd/), consulté en juillet 2009

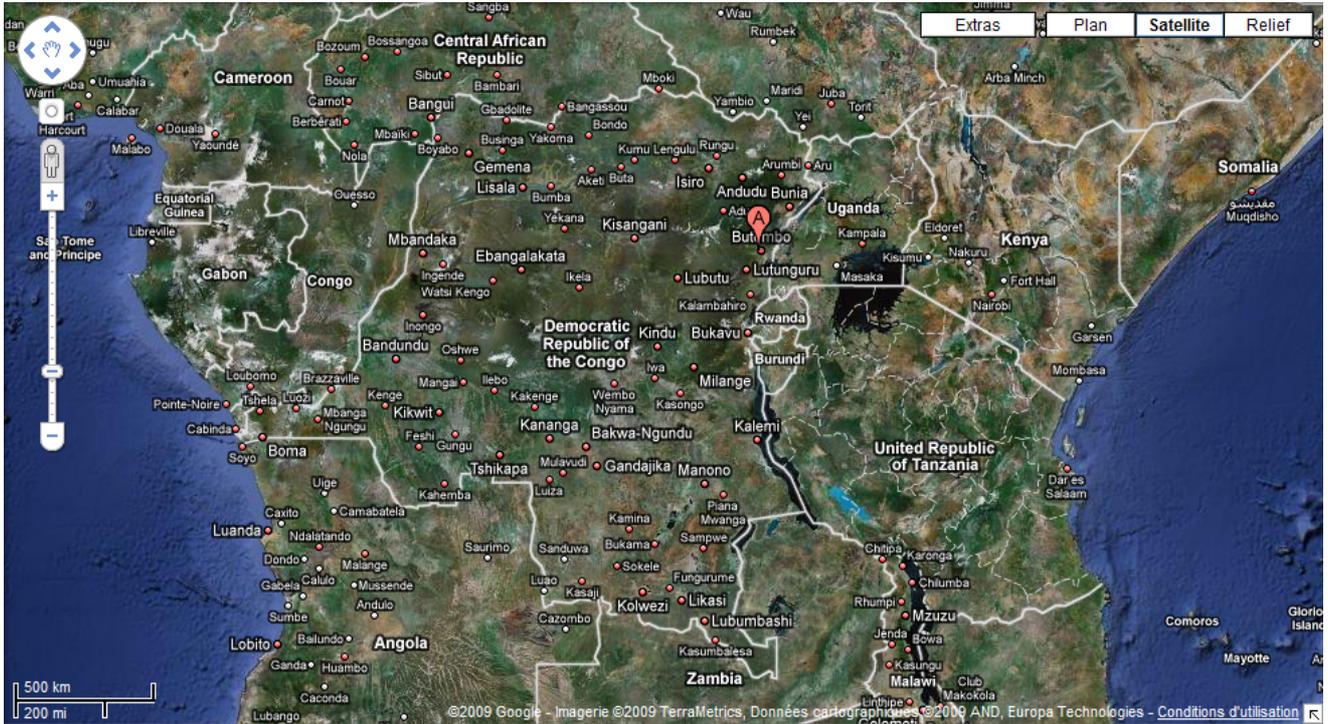
Site de la MONUC, <http://monuc.unmissions.org/>, consulté en août 2009

Site du FMI, [www.imf.org](http://www.imf.org), consulté en mai 2009

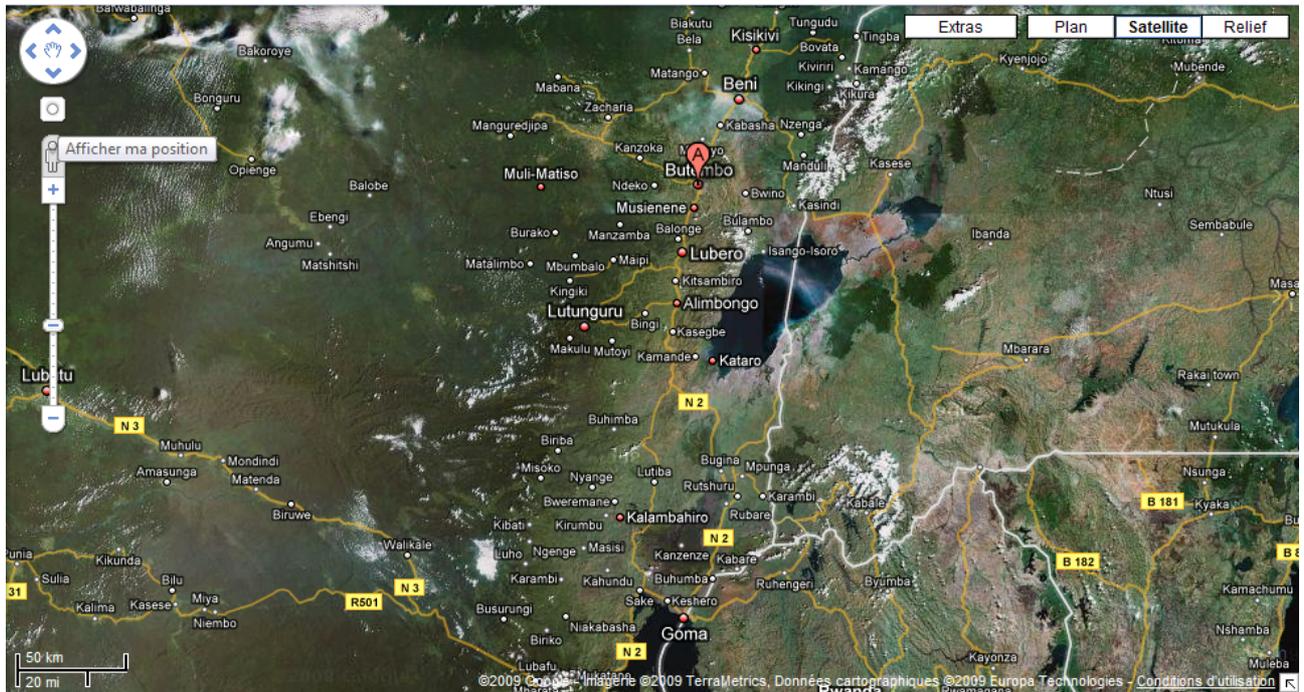
Site du Ministère des Finances (RDC), <http://www.minfinrdc.cd/>, consulté en mai 2009

Site Radio Okapi, [www.radiookapi.net](http://www.radiookapi.net), consulté en mai 2009

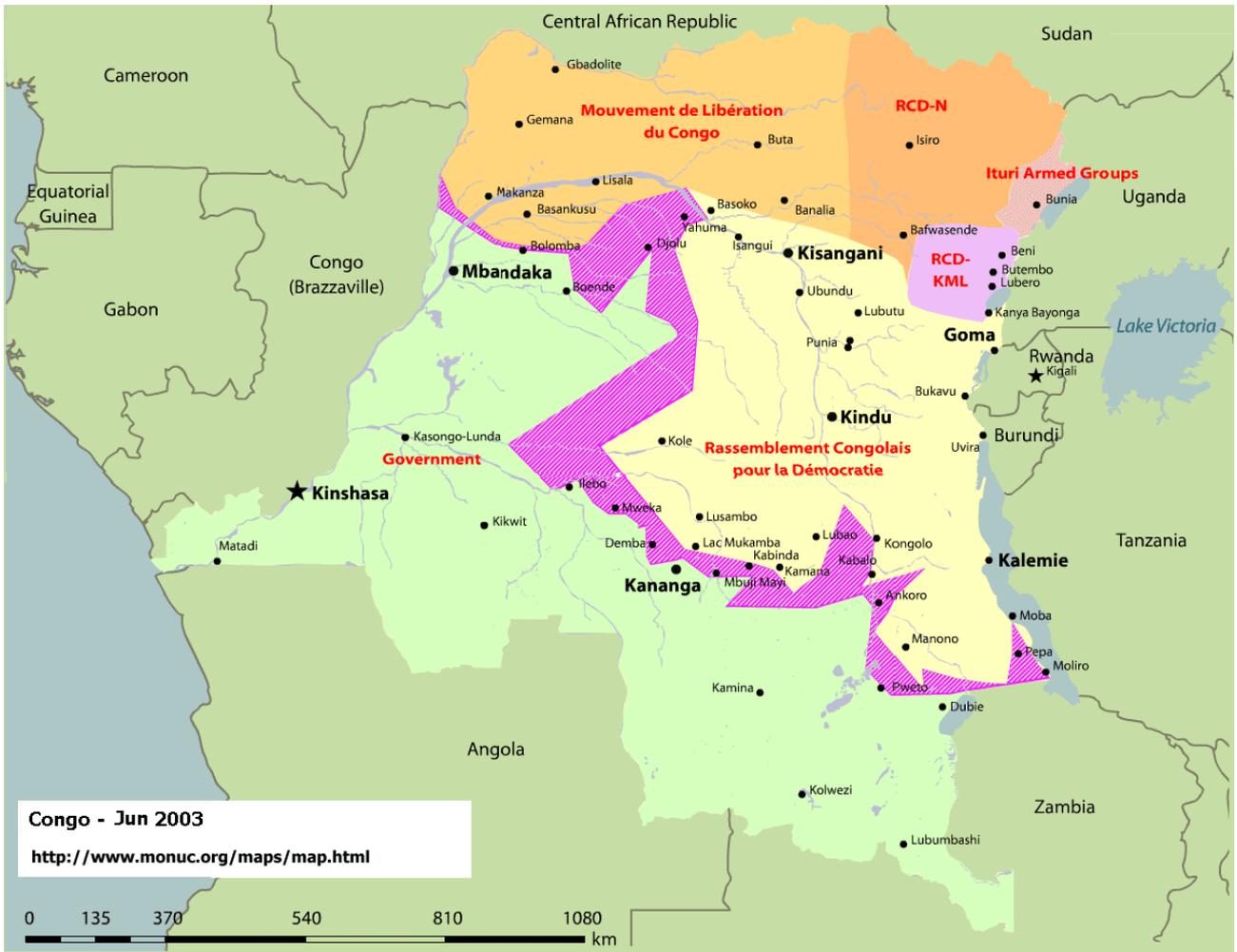
# Annexe: Cartes



*Butembo au sein de la RDC*



*Butembo au sein du Nord-Kivu*



*Occupation du territoire congolais en juin 2003*

## Annexe: Tableau des entretiens

Acronyme	Nom	Personne(s) rencontrée(s)	Fonction	contact
SYDIP	Syndicat de défense des intérêts paysans	MBULULA KAMBALE Cyprien	Secrétaire général	
COFEM	Croisade contre l'oppression de la femme	KAHAMBU KAMABU Alphonsine	Secrétaire exécutive	243810379307
SYFET	Syndicat des femmes travailleuses			
AMAVES	Association des mamans vendeuses de souliers	KYAKIMWA Marie	Coordinatrice	
ATAMOV	Association des taxis motos et voitures	MUHINDO TENGENZA Honoré	Délégué des chauffeurs	243995695179
CAM-JD	Centre d'apprentissage de métiers à la jeunesse désœuvrée et délaissée	KATENDE WAMILONDE Edmond	Coordinateur	
FEC	Fédération des entreprises du Congo	NDIVITO KIKWAYA Polycarpe	Président	ndivitopolycarpe@yahoo.fr
CTB	Complexe théicole de Butuhe	Ir KINANGA NZAMBI Adrien	Directeur	
UNTC/CA SOP	Union nationale des travailleurs du Congo/Caisse de solidarité ouvrière et paysanne	KYANDOGHERA Prospère	Permanent	
PPRD	Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie	Ir KABUYAYA Jean-Marc BEREKIA Kambale	Exécutif communal Permanent du comité exécutif du PPRD-Butembo	243994147077
RCD-K/ML	Rassemblement congolais pour la démocratie-Kisangani/Mouvement de libération	KAMBALE KABUNGA Nicolas	Secrétaire exécutif chargé de stratégie, idéologie et formation des cadres (ville de Butembo)	243994044319
CSC	Confédération syndicale du Congo	KOMBI Kahindo	Permanent	24397716738
MSR	Mouvement social pour le renouveau	Ir NGWAKI SIVIHOLYA Jean-Paul	Président pour la ville	

CEJA	Centre d'études juridiques appliquées	Maître KAKURUSI Fabrice	Directeur	cejabut@yahoo.fr
SOFOMIC O	Société forestière et minière industrielle au Congo	KIVIKWAMBO GENETIA Paluku	Directeur	sofomicosprl@yahoo.fr
CALITEX	Etablissement Tsongo Kasereka	KATEMBO MVBAYAHY Joseph	Directeur du personnel	tsongo_kasereka@yahoo.fr
CACUDE KI	Centre d'animation pour la culture et le développement de Kirumba	MINOKO Jean-Baptiste MASIKA KITEMULIKI Colette	Opérateur de saisie Permanente	
SAIBU	Savonnerie industrielle de Butembo	MUMBERE MBULULA Joseph	Comptable	saibu01@yahoo.fr
CAUB	Consortium d'agriculture urbaine de Butembo	Ir SAHANI Walere	Président	sahaniwalere@yahoo.fr
UDPS	Union pour la démocratie et le progrès social	KINDY Abel	Chargé de mobilisation et de propagande	abelkindy@yahoo.fr
Butembo Mousse	-	KAMBALE Léopold	Directeur commercial	

Ces entretiens ont été réalisés entre le 17 juin 2009 et le 17 juillet 2009 à Butembo.

Ce tableau ne comprend que les entretiens formels réalisés sur le terrain, il ne comprend pas toutes les discussions avec des étudiants, des travailleurs, des responsables et de simples habitants de Butembo: discussions sans doute autant informatives que ces entretiens.

## Table des matières

Préambule.....	3
0. Prémisses.....	4
0.1. Méthodologie.....	4
0.2. Prémisses théoriques.....	6
0.2.1. Qu'est ce qu'une classe sociale?.....	6
0.2.2. Ce qui meut les classes.....	7
0.2.3. Qu'est ce qu'un « Etat-Nation indépendant »?.....	8
1. La formation sociale.....	10
1.1. La ville de Butembo dans la RDC.....	10
1.2. L'agriculture d'auto-subsistance – Les cultivateurs.....	10
1.2.1. A l'origine.....	11
1.2.2. Toujours aujourd'hui.....	12
1.2.3. Le droit foncier.....	12
1.2.4. Le système coutumier.....	12
1.2.5. La situation actuelle.....	14
1.2.6. Destruction de la communauté coutumière – Prolétarisation des paysans traditionnels.....	14
1.3. Le MPC – Les « commerçants »/Le salariat.....	16
1.3.1. L'agriculture capitaliste.....	16
1.3.1.1. Les modes d'acquisition.....	16
1.3.1.2. La raison de cet engagement du Capital.....	17
1.3.1.3. La destination de la production.....	18
1.3.1.4. Les modes de production de l'agriculture capitaliste.....	19
1.3.2. L'industrie capitaliste.....	21
1.3.3. Le commerce – L'import(/export).....	23
1.3.4. Les services.....	24
1.3.5. Les mines.....	25
1.3.6. Parcours d'un commerçant.....	26
1.3.7. Les « commerçants »/Le salariat.....	27
1.4. La « plèbe ».....	27
1.4.1. Origine.....	27
1.4.2. Domaines d'activité.....	28
1.4.3. Ce qui est de la création de valeur et ce qui n'en est pas – Le chômage déguisé.....	29
1.5. Bilan – La formation sociale.....	31
2. La dynamique.....	32
2.1. Identification des classes sociales et effets de structure.....	32
2.1.1. Les classes sociales à Butembo.....	33
2.1.2. Les effets de structure.....	35
2.2. Organisation de classes.....	37
2.2.1. Organisation des commerçants.....	38
2.2.2. Organisation des travailleurs salariés.....	40
2.2.3. Organisation de la « plèbe ».....	41
2.2.4. Organisation de la paysannerie.....	42
2.3. Le rôle de la politique.....	44
2.3.1. Rappel historique.....	44
2.3.2. Le bonapartisme.....	45
2.3.3. Les autres.....	46
2.3.4. Bilan.....	47
3. Synthèse.....	47

3.1. Qu'est ce qu'un « Etat-Nation indépendant »?.....	47
3.2. La RDC n'est pas un Etat-Nation indépendant.....	49
3.3. Quelle classe sociale pour construire un Etat-Nation indépendant en RDC?.....	50
3.4. Conclusion.....	52
Liste des acronymes.....	55
Bibliographie.....	56
Ouvrages et articles.....	56
Sites Internet.....	59
Annexe: Cartes.....	60
Annexe: Tableau des entretiens.....	62

